

SEYBOUSE

Quotidien indépendant d'informations générales times

N°4400 Jeudi 21 Mai 2026 - Prix: 20 DA - www.seybouseimes.dz

Algérie – France :
Les relations franco-
algériennes sont
“bonnes”, selon
Laurent Nuñez

P.02

Réunion du gouvernement :
Un nouveau dispositif pour mieux
répartir les aides et réduire
les inégalités



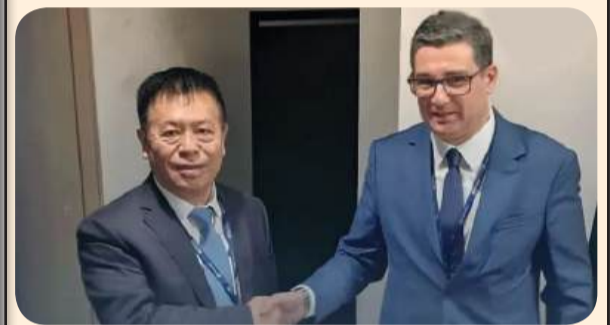
P.03

AADL3 : 73 % des logements
lancés et un nouveau
modèle architectural dans
plusieurs wilayas

P.03



Santé :



L'Algérie et la Chine
intensifient leur
partenariat stratégique
à Genève

P.02

Économie :



L'Algérie dans le Top
10 des plus grands
producteurs d'huile d'olive

P.05

Agriculture :



La numérisation et la
modernisation de la
gestion au cœur des
priorités du secteur

P.04

**Université Badji
Mokhtar d'Annaba :**
Commémoration du
70^{ème} anniversaire
de la Journée de
l'Étudiant



P.06

« ON NE PEUT PAS FAIRE SANS L'ALGÉRIE » : Après la crise, la coopération entre Paris et Alger repart

Après plusieurs mois de vives tensions diplomatiques, l'heure est à l'apaisement entre la France et l'Algérie. Entre la récente visite du ministre de la Justice à Alger et les déclarations rassurantes de Laurent Nuñez mardi 19 mai sur BFMTV-RMC, les deux pays officialisent une reprise de « bonnes » relations. Signe d'un dégel entre la France et l'Algérie, les signaux positifs s'accumulent. Après le voyage officiel du garde des Sceaux, Gérald Darmanin, à Alger, c'est au tour du ministre français de l'Intérieur, Laurent Nuñez, de confirmer mardi 19 mai au micro de BFMTV-RMC le retour à des relations apaisées. « Les relations sont bonnes,

elles sont reparties, ce sont deux grands pays qui se parlent en matière de sécurité. Les choses se réenclenchent. Bien sûr qu'il faut que ça aille plus vite, bien sûr qu'il faut que ça soit plus fort, mais les choses se réenclenchent », a-t-il affirmé.

Selon Nuñez, les relations franco-algériennes sont « bonnes ». Le ministre a assuré que la dynamique était relancée entre ces deux pays, notamment sur les enjeux de sécurité. Tout en admettant que le processus méritait d'être accéléré et intensifié, il s'est félicité de cette reprise de dialogue : « Beaucoup de choses étaient au point mort », a-t-il rappelé, soulignant le rétablissement de liens sécuritaires qui s'étaient



totallement rompus.

Insistant sur l'importance cruciale de la coopération judiciaire, notamment en matière d'immigration, de renseignement et de lutte antiterroriste, le ministre français de l'Intérieur a annoncé la visite prochaine de son homologue algérien en France.

Ce déplacement, qui sera planifié dès la semaine prochaine, réunira l'ensemble des directeurs de la

sécurité des deux ministères pour structurer ce rapprochement.

Selon Laurent Nuñez, la France a pu renvoyer 150 personnes de nationalité algérienne sous OQTF « depuis le début de l'année » pic. twitter.com/s2930MC3x4 — BFM (@BFMTV) May 19, 2026

« Un traité d'amitié »

Au lendemain de son déplacement à Alger, le ministre de la Justice, Gérald Darmanin, a partagé sur Europe 1 son ambition à long terme : voir « un jour » un « traité d'amitié » lier Paris et Alger dans un esprit de respect mutuel. Un horizon encore lointain, comme l'a lui-même tempéré le garde des Sceaux : « On n'en est pas du tout là ».

Le garde des Sceaux a plaidé

pour une révision des textes historiques, affirmant qu'« il faut dépasser cet accord de 1968 (...) la société était très différente (...) On n'est plus au temps du général de Gaulle ». Selon lui, cette modernisation est une nécessité partagée : « Les autorités algériennes le savent ».

Le dégel franco-algérien passe aussi par les tribunaux. Gérald Darmanin a acté une « reprise de la coopération judiciaire », martelant : « On ne peut pas faire sans l'Algérie, et je ne pense pas que l'Algérie puisse faire sans la France ». Avec un objectif concret à très court terme : obtenir des extraditions « dans les prochaines semaines », du jamais-vu « depuis très longtemps ».

Le Général d'Armée Saïd Chanegriha supervise à Jijel deux exercices tactiques, naval et aérien

Le ministre délégué auprès du ministre de la Défense nationale, Chef d'Etat-major de l'Armée nationale populaire, le Général d'Armée Saïd Chanegriha, a supervisé, mercredi, au polygone de tir de la façade maritime Est à Jijel, le déroulement d'un exercice tactique naval comprenant un tir de missile antisurface exécuté par une corvette polyvalente, ainsi qu'un exercice tactique aérien exécuté par des avions de combat multi-rôles, comprenant un tir réel de missile antinavire, indique un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN).

« Au deuxième jour de sa visite en 5e Région militaire, le Général d'Armée Saïd Chanegriha, ministre délégué auprès du ministre de la Défense nationale, Chef d'Etat-Major de l'Armée nationale populaire, a supervisé, mercredi 20 mai 2026, au polygone de tir de la façade maritime Est à Jijel, le déroulement d'un exercice tactique naval, comprenant un tir de missile antisurface exécuté par une corvette polyvalente, ainsi qu'un exercice tactique aérien exécuté par des avions de combat multi-rôles, comprenant un tir réel de missile antinavire », précise la même source.

A l'entame, et après la cérémonie d'accueil, le Général d'Armée



a suivi au niveau de l'Ecole d'application des fusiliers marins de Jijel en 5ème Région militaire un exposé présenté par le Commandant des Forces navales, le Commandant de la façade maritime Est et le Commandant Air de la 5ème Région militaire, portant sur l'idée générale et les phases de déroulement des deux exercices tactiques ainsi que les objectifs escomptés.

A bord du navire de commandement et de déploiement des Forces « Kalaat Beni Abbès », le Général d'Armée, accompagné du Général-major Benmeddah Mahfoud, Commandant des Forces navales, du Général-major Ghouila Zoubair, Commandant des Forces aériennes, et du Général-major Hambli Nouredine, Commandant de la 5e Région militaire, a suivi le déroulement de l'exercice de tir au missile antisurface exécuté par une corvette polyvalente relevant de la façade maritime Est.

« La cible a été détruite avec succès et avec une précision remarquable, qui reflète le haut

degré de préparation des Forces engagées dans cet exercice, la rigueur dans l'exécution des différentes phases planifiées, la parfaite coordination entre les différentes formations, la capacité des cadres des Forces navales dans l'élaboration et la conduite des différentes opérations de combat, ainsi que la maîtrise par les personnels des différents systèmes d'armes en dotation », relève le communiqué.

Le Général d'Armée a également suivi l'exécution d'un exercice tactique aérien comprenant un tir réel de missile antinavire, exécuté par des avions de combat multi-missions. Ces opérations « se sont distinguées par un haut degré de professionnalisme durant toutes leurs phases d'exécution et la cible navale a été détruite avec une haute précision », traduisant ainsi « la compétence des équipages des Forces aériennes et leur aptitude à accomplir avec efficacité et professionnalisme l'ensemble des missions qui leur sont assignées », ajoute la même source.

A l'issue de l'exercice, les unités navales et aériennes participantes ont rendu les honneurs militaires au Général d'Armée, ministre délégué auprès du ministre de la Défense nationale, Chef d'Etat-Major de l'Armée nationale populaire, conclut le communiqué du MDN.

SANTÉ : L'Algérie et la Chine intensifient leur partenariat stratégique à Genève

En marge des travaux de la 79^e session de l'Assemblée mondiale de la santé à Genève, le ministre de la Santé, Mohamed Seddik Aït Messoudène, s'est entretenu ce mardi 19 mai 2026 avec son homologue chinois. Cette rencontre bilatérale de haut niveau a jeté les bases d'un élargissement historique de la coopération sanitaire entre Alger et Pékin.

Selon un communiqué officiel du ministère, les discussions ont été entièrement dédiées à « l'examen des moyens de renforcer la coopération sanitaire entre les deux pays amis », réaffirmant l'ancrage profond des relations bilatérales.

Modernisation technologique du secteur de la santé

Les deux ministres ont partagé leurs visions sur plusieurs dossiers stratégiques et d'intérêt commun, indispensables à la modernisation des structures de soin algériennes. Les axes prioritaires de cette future collaboration s'articulent autour de l'intégration des nouvelles technologies dans la gestion des systèmes de santé à travers la numérisation, du renforcement des compétences des professionnels algériens grâce au savoir-faire chinois en matière de formation, de l'approvisionnement et du développement technologique des infrastructures pour les équipements médicaux, ainsi que de l'échange d'expertises dans le domaine de la prévention et de la veille sanitaire pour lutter plus efficacement contre les maladies.

Les deux parties ont également mis un point d'honneur à optimiser et



renforcer la coordination autour des activités des missions médicales chinoises, qui opèrent historiquement en Algérie depuis l'indépendance.

Vision commune pour la sécurité sanitaire globale

Tout en saluant l'excellence des relations sino-algériennes actuelles, les deux délégations ont exprimé leur volonté ferme d'ouvrir de nouvelles perspectives de partenariat. L'objectif partagé reste d'élever le niveau de la sécurité sanitaire face aux défis épidémiologiques et structurels actuels et futurs, au bénéfice direct des deux peuples.

Les deux parties ont d'ailleurs insisté sur l'importance capitale de maintenir un cadre permanent de concertation et de coordination étroite sur la scène internationale.

Visite de Mohamed Seddik Aït Messoudène à Pékin

Preuve de la volonté de la Chine de donner une nouvelle impulsion à cette alliance, le ministre chinois a officiellement invité son homologue algérien, Mohamed Seddik Aït Messoudène, à effectuer une visite d'État en République populaire de Chine. Ce futur déplacement sera l'occasion de formaliser ces échanges et de sceller de nouveaux accords de partenariat technique et industriel dans le secteur de la santé.

SEYBOUSE

Quotidien indépendant d'informations générales times

Edité par la S.A.R.L. MEDIACOM PRESSE
Siège social : 46 Emir Abdelkader - Annaba

Directeur général :
Bicha salim
Directeur de la publication :
Nouredine Boukraa
Directrice de la rédaction :
Bicha Bariza Nesrine
Tél/Fax : 038 45 58 35
Tél/Fax : 038 45 58 36
Tél/Fax : 038 45 58 37
Email: redactionseybouse@gmail.com

P.A.O SEYBOUSE Times
Site web: www.seybousestimes.dz
Email: redaction@seybousestimes.dz
contact@seybousestimes.dz
Facebook : SEYBOUSE TIMES
Impression : SIE Constantine
Diffusion : EURL K.D.P.A cité
Benzekri Bât F N ° : 424
Constantine

Pour votre publicité, s'adresser à : l'Entreprise Nationale de communication d'Édition et de Publicité, Agence ANEP 01, AVENUE PASTEUR ALGER
TEL : 021 73 71 28
021 73 76 78
021 74 99 81
FAX : 021 73 95 59
Email : agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com

Les manuscrits, photographies ou tout autre document et illustration adressés ou remis à la rédaction ne seront pas rendus et ne feront l'objet d'aucune réclamation. Reproduction interdite de tous articles sauf accord de la rédaction

Réunion du gouvernement : Un nouveau dispositif pour mieux répartir les aides et réduire les inégalités

Le gouvernement accélère ses réformes dans des secteurs clés, alliant santé publique et planification territoriale. Réuni ce mercredi 20 mai 2026 sous la présidence du Premier ministre, M. Seifi Ghrib, l'Exécutif a examiné plusieurs dossiers stratégiques visant à renforcer la protection des citoyens et à améliorer l'efficacité des politiques publiques.

Modernisation de la radioprotection en Algérie
Parmi les points majeurs à l'ordre du jour figure un projet de décret exécutif portant sur la sécurité des sources de rayonnements ionisants. Ce texte s'inscrit dans une démarche de modernisation

du dispositif national de radioprotection. Il vise à encadrer de manière plus stricte les expositions aux radiations, qu'elles soient d'origine professionnelle, médicale ou environnementale. Dans ce même registre, la gestion des sources radioactives et des équipements associés constitue également un axe central de cette réforme, dans un contexte où les usages de ces technologies se multiplient, notamment dans le domaine médical.

Réation d'une Carte sociale nationale

En parallèle, le gouvernement a accordé une attention particulière à la mise en place d'une carte sociale

nationale, un outil stratégique destiné à mieux appréhender les disparités territoriales. Cette initiative repose sur une approche méthodologique rigoureuse, fondée sur des indicateurs précis couvrant plusieurs dimensions essentielles du développement humain.

Ainsi, l'analyse portera sur des domaines variés, tels que la structure démographique, le niveau d'éducation, l'accès aux soins et la couverture sanitaire, mais aussi les conditions de vie des populations. D'autres paramètres, comme la disponibilité des services de base, la mobilité des citoyens et le degré de connectivité

entre les régions, seront également pris en compte. Les vulnérabilités environnementales et climatiques figurent également parmi les critères retenus, traduisant une volonté d'intégrer les enjeux du développement durable dans la planification publique.

Optimisation de la gouvernance territoriale

À travers cette double démarche, les autorités ambitionnent d'améliorer significativement l'identification des besoins socio-économiques à l'échelle locale. L'objectif est clair : permettre un meilleur ciblage des politiques publiques, définir des priorités d'action plus pertinentes et assurer



une répartition plus équitable des ressources nationales.

Cette réunion illustre ainsi la volonté du Gouvernement de concilier modernisation des cadres réglementaires et optimisation de la gouvernance territoriale, dans une perspective de développement plus équilibré et inclusif.

AADL 3 accélère : 73 % des logements lancés et un nouveau modèle architectural dans plusieurs wilayas

Après des mois de préparation administrative et technique, le programme de location-vente AADL 3 est entré dans sa phase de réalisation à un rythme qui dépasse les attentes initiales.

À la date d'aujourd'hui, 146 640 unités sont en chantier à travers le territoire national. Soit près des trois quarts du premier palier fixé à 200 000 logements.

Ainsi, le dossier avance à pas sûrs et les premiers logements seront distribués avant la fin de l'année 2026.

AADL 3 : 73 % du premier palier de 200 000 logements déjà lancés sur le terrain

L'Agence nationale de l'amélioration et du développement du logement a confirmé, hier, que 146 640 logements, sur les 200 000 prévus dans la première tranche inscrite à la loi de finances 2025,



ont officiellement vu leurs travaux démarrer. Ce taux de 73 % place le programme AADL 3 dans une dynamique que l'agence elle-même qualifie de « soutenue et positive ».

Cette accélération, enregistrée depuis le début de l'année 2026, résulte de plusieurs facteurs. La levée des blocages administratifs qui pesaient sur certains projets, la finalisation des procédures de sélection des bureaux d'études et des entreprises de réalisation.

Les jalons préparatoires avaient été posés dès le 5 juillet 2025, date à laquelle le coup d'envoi des travaux d'aménagement de 16 pôles urbains avait été donné, sur une superficie totale de 34 000 hectares.

Où en sont les chantiers AADL 3 ? Les données communiquées par l'AADL permettent de dresser un état des lieux précis de certaines régions :

- Djelfa : 1 500 logements entièrement lancés, avec un projet de 1 000 unités qui affiche déjà un taux d'avancement supérieur à 20 %.
- Médéa : 1 400 logements en chantier dans leur totalité.
- El-Tarf : 870 unités dont les travaux ont démarré.
- Oran : 8 150 logements lancés intégralement, la wilaya figure parmi les plus importantes bénéficiaires du programme.

• Aïn Témouchent : 2 000 logements en cours de réalisation.

• Mila : 2 225 unités, dont 400 à Chelghoum Laïd avec un taux d'avancement de 50 %.

• Oum El-Bouaghi : 1 500 logements lancés, un projet de 600 unités déjà réalisés à 50 %.

• Bordj Bou-Arreridj : 4 000 logements en chantier.

• M'sila : 2 115 logements, dont un lot de 1 615 unités affichant 25 % d'avancement.

Ces chiffres illustrent une répartition géographique étendue, bien que certaines wilayas concentrent des volumes nettement plus importants que d'autres.

Dans le Sud : un modèle architectural pensé pour le climat. Pour les wilayas du Sud, l'AADL a retenu un modèle urbanistique distinct, conçu pour répondre aux contraintes thermiques du Sahara. À Ouargla, le projet de 1 600

logements se décline ainsi : 800 appartements de type F3, d'une surface de 70 m², et 800 appartements F4 de 85 m². Les bâtiments sont de faible hauteur, avec seulement quatre logements par bloc. Une configuration qui réduit mécaniquement l'exposition des façades au rayonnement solaire. Chaque habitation sera en outre équipée de deux climatiseurs. L'agence précise que l'ensemble des projets AADL 3 est réalisé avec des matériaux de construction produits localement et par une main-d'œuvre nationale, « dans le respect de l'identité architecturale propre à chaque région ».

Enfin, les travaux de gros œuvre progressent sur plusieurs segments, les chantiers de voiries et réseaux divers (VRD) se poursuivent. Sous un suivi technique destiné à garantir le respect des délais et des normes de qualité.

Importation des voitures d'occasion : Le ministère de l'Intérieur tranche



La prolifération de fausses informations ciblant les institutions de l'État connaît une recrudescence inquiétante sur les réseaux sociaux.

À travers des documents falsifiés et de faux communiqués attribués

à des ministères ou des organismes professionnels, cette manœuvre de manipulation récurrente vise à induire l'opinion publique en erreur sur des dossiers économiques et sociaux hautement stratégiques.

C'est dans ce contexte marqué par

une vigilance numérique accrue que le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire a publié aujourd'hui un communiqué officiel visant à éclairer l'opinion publique.

Importation de véhicules d'occasion : Le ministère de l'Intérieur dément catégoriquement toute nouvelle mesure

Cette réaction ferme intervient immédiatement après la circulation massive sur les plateformes numériques d'une prétendue correspondance administrative attribuée au ministre, adressée à son homologue des Finances, au sujet de l'adoption de nouvelles procédures régissant le dossier de l'importation des véhicules

d'occasion.

Le document en question, dont le ministère a partagé une copie sur sa page Facebook officielle à des fins de transparence, évoquait des réformes imminentes concernant l'importation de véhicules touristiques et utilitaires. Face à l'ampleur de la rumeur, les services de l'Intérieur ont tenu à couper court à toute spéculation.

« Le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire dément catégoriquement les informations relayées par certaines pages sur les réseaux sociaux concernant une prétendue intervention de notre département ministériel dans l'adoption de nouvelles mesures liées à l'importation de véhicules

d'occasion », stipule textuellement le communiqué.

Par ailleurs, la tutelle a fermement rappelé les protocoles de communication en vigueur pour prémunir les citoyens contre les campagnes de désinformation. L'institution a insisté sur le fait que la validité de ses annonces dépend strictement de leur diffusion par les voies réglementaires.

« Le ministère confirme que l'ensemble des communiqués et documents émanant de ses services ne font foi et ne sont considérés comme authentiques que s'ils sont officiellement publiés via ses canaux de communication agréés, à savoir le site web institutionnel du ministère ainsi que ses pages officielles sur les différents réseaux sociaux », conclut la même source.

LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE : La numérisation et la modernisation de la gestion au cœur des priorités du secteur

Le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Yacine El-Mahdi Oualid, a indiqué, mardi à Alger, que la numérisation du secteur et la modernisation des modes de gestion figurent parmi les priorités du ministère pour améliorer la productivité dans les différentes filières, notamment stratégiques.

Invité du forum du quotidien *El Moudjahid*, le ministre a précisé que la stratégie du secteur repose sur plusieurs axes visant à assurer une exploitation optimale et rationnelle des ressources disponibles, en vue d'accroître la productivité agricole et animale, notamment à travers l'accélération de la numérisation, la modernisation des modes de gestion et de production, la généralisation de la mécanisation, l'actualisation du cadre législatif et



réglementaire et la production locale de semences et de plants. M. Oualid a expliqué que la numérisation du secteur, en particulier à travers le système d'information national, permettra de suivre les circuits de production dans les différentes filières agricoles afin d'obtenir des informations et des données précises et en temps réel, ce qui contribuera à la concrétisation

des plans du ministère selon des objectifs définis, permettant ainsi de lever les entraves et d'améliorer le rendement. Il a, en outre, noté que la généralisation de la mécanisation et des techniques modernes à toutes les étapes de production, conformément aux orientations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, permettra de

réduire les pertes engendrées lors des opérations de récolte et d'assurer une production abondante, estimant que la campagne moisson-battage actuelle devrait enregistrer un niveau de production "record". De plus, la production locale de semences et de plants et la valorisation des résultats de la recherche scientifique contribueront à réduire la facture d'importation de ces intrants et les coûts de production, étant donné que les intrants représentent au moins 40% du coût global de la production, a-t-il dit.

A ce propos, le ministre a mis en avant le rôle central que jouera le projet de Banque des gènes, qui est "en phase finale de concrétisation", précisant qu'il contribuera à la protection des ressources génétiques végétales et animales nationales, améliorant ainsi leur rendement

par rapport à celles importées. La stratégie du secteur repose également sur l'encouragement des agriculteurs et des éleveurs à protéger les richesses animales et végétales à travers les mécanismes de santé végétale et animale, a-t-il poursuivi, soulignant que les mesures appliquées permettront de "réduire les prix des viandes rouges dès l'année prochaine". M. Oualid a, par ailleurs, fait savoir qu'à compter de mardi, les citoyens peuvent accéder à l'ensemble des informations et données relatives à l'opération d'importation de moutons en prévision de l'Aïd El-Adha, et ce, via la plateforme *Adhahi.dz*, soulignant que l'enregistrement des commandes des citoyens via cette plateforme numérique a permis de conférer davantage de transparence à l'opération.

Caisse nationale des retraites Poursuite du renforcement des services numériques par le renouvellement périodique à distance des documents justificatifs

La Caisse nationale des retraites (CNR) poursuit le renforcement de ses services numériques au profit des retraités et des ayants-droit, en adoptant le service du renouvellement périodique à distance des documents justificatifs, via l'application du téléphone portable "Takaoudi", a indiqué mercredi un communiqué de cet organisme.

Ce service, qui s'inscrit dans le cadre de la modernisation du service public et de la simplification des procédures administratives, "repose exclusivement sur le service de reconnaissance faciale (RFace), en tant que moyen moderne et sécurisé pour s'assurer que le retraité est en vie".

Une mesure qui intervient pour annuler l'obligation de fournir un certificat de vie en papier et ne pas se déplacer vers les agences locales, "permettant ainsi de finaliser l'opération de renouvellement à distance, en toute facilité et en toute sécurité".

Ce service permet au retraité d'effectuer l'opération de renouvellement directement sur son téléphone portable, en recevant, une fois l'opération accomplie, une notification avec un voyant vert dans l'application qui confirme le renouvellement des documents justificatifs et la poursuite du versement de la pension de manière ordinaire.

Les bénéficiaires d'une allocation ou d'une pension transférée peuvent également envoyer leurs documents justificatifs en ligne, via l'espace numérique dédié à cet effet dans l'application, sans avoir à se déplacer ou à déposer des dossiers en papier, ajoute-t-on de même source.

Le communiqué souligne que ce service s'inscrit dans la vision de la CNR visant à "rapprocher l'administration du citoyen et à alléger les contraintes pesant sur la catégorie des retraités, notamment les personnes âgées et celles éprouvant des difficultés à se déplacer", à travers l'adoption de "solutions numériques pratiques répondant à leurs besoins quotidiens et leur évitant les contraintes des démarches classiques".

A cet égard, la CNR a précisé que "le



renouvellement périodique des documents justificatifs s'effectue une seule fois par an, selon la date de naissance du bénéficiaire", avec "un délai supplémentaire de deux mois accordé pour l'accomplissement de l'opération", ce qui est à même de garantir "le bon déroulement de l'opération et la continuité du versement des pensions et des allocations".

Afin de faciliter l'accès des retraités aux services numériques, la CNR a fait savoir qu'un ensemble de mécanismes d'accompagnement et d'assistance a été mis en place, notamment le numéro vert (3011) destiné à répondre aux préoccupations des retraités et à leur offrir l'accompagnement nécessaire, ainsi que des espaces numériques aménagés au niveau des agences locales pour télécharger les applications de la CNR et accompagner les retraités dans leur utilisation.

Dans le même cadre, un dispositif d'assistance sociale a également été mis en place au profit des retraités dans l'incapacité de se déplacer, à travers des visites à domicile pour les accompagner dans l'accomplissement des démarches administratives requises, ajoute-t-on de même source.

SANTÉ : Le ministère œuvre à des solutions pratiques concernant le recrutement des aides-soignants



Le ministère de la Santé a réaffirmé, jeudi dans un communiqué, son engagement à œuvrer à trouver des solutions pratiques concernant le recrutement des aides-soignants diplômés des écoles privées de formation paramédicale, au niveau des établissements publics de santé.

Dans un communiqué explicatif, le ministère a précisé que "les informations relayées sur les réseaux sociaux quant à l'impossibilité de recruter les aides-soignants diplômés des écoles privées de formation paramédicale au sein des établissements publics de santé ne reflètent nullement l'engagement du ministère à trouver des solutions pratiques au profit de cette catégorie, aussi bien dans les établissements publics que privés".

Le ministère a également indiqué que "ces informations font référence à une partie de la réponse du ministre à une question écrite d'un député du Parlement, sans mentionner le reste du contenu de la réponse comportant un ensemble de mesures et de dispositions visant à accompagner les diplômés des écoles privées et

à leur ouvrir des perspectives d'intégration et de recrutement progressif".

Dans ce cadre, le ministère de la Santé a précisé qu'il avait "initié une série de mesures, notamment le lancement d'une opération de recensement national des diplômés des écoles privées via une plateforme numérique dédiée à cet effet, dans le but de constituer une base de données précise et exhaustive permettant d'évaluer la situation actuelle et d'examiner les mécanismes à même de garantir l'intégration et le recrutement progressif des diplômés de ces écoles, selon les besoins réels et les postes disponibles, aussi bien dans le secteur public que privé".

Pour ce faire, le ministère a adopté "une stratégie nationale et une vision organisationnelle intégrée visant à assurer l'équilibre entre les capacités de formation et les exigences du secteur de la santé, afin de garantir l'amélioration de la qualité des services de santé et le renforcement de la prise en charge optimale des patients, tout en tenant compte des besoins réels des établissements de santé à travers les différentes wilayas du pays".

L'Algérie gagne sa place dans le Top 10 des plus grands producteurs d'huile d'olive

Selon Best Diplomats, l'Algérie est dans le Top 10 mondial des meilleurs producteurs d'huile d'olive. La saison 2023-2024 marque une montée significative de l'oléiculture algérienne, avec une production de 93 000 tonnes. L'Algérie est désormais reconnue sur la scène mondiale et s'est hissée au neuvième rang parmi les plus grands producteurs d'huile d'olive.

L'huile d'olive algérienne conquiert la scène internationale
L'huile d'olive algérienne, reconnue pour sa qualité exceptionnelle, est de plus en plus

prise à travers le monde. Les producteurs locaux ont enchaîné les participations aux concours prestigieux, où ils ont remporté plusieurs trophées honorifiques. Cette année, plusieurs marques algériennes comme Dahbia Baghlia, Ithri Olive ou encore Arba Olive, ont raflé environ 60 médailles d'or, d'argent et de bronze.

Lors de l'événement du Carthage International Olive Oil Competitions qui s'est tenu récemment en Tunisie. Les oléiculteurs algériens ont signé une victoire éclatante en remportant un total de 13 médailles, dont 8 en or.



Cette réussite témoigne du savoir faire des artisans algériens et de l'excellente qualité de l'huile d'olive de notre pays.

Cependant, l'Espagne reste le leader mondial du marché de l'huile d'olive avec une production

qui s'élève à 766 400 tonnes. Suivi de l'Italie qui occupe la deuxième place du classement et qui a produit 288 900 tonnes cette saison.

La Turquie est dans le Top 3 avec une production de 210 000 tonnes. Par ailleurs, d'autres pays méditerranéens comme la Tunisie et le Maroc se dressent aux côtés de l'Algérie dans ce classement.

Le climat méditerranéen : Un atout stratégique pour la culture des olives

Bien que les algériens excellent dans la production de l'huile d'olive, le positionnement stratégique de l'Algérie joue un rôle clé dans cette réussite.

En effet, le climat méditerranéen qui est caractérisé par des étés chauds et secs ainsi que des hivers doux et pluvieux, favorise un environnement propice à la culture des olives. Notamment dans les régions montagnardes comme la Kabylie, ainsi que certaines zones des plateaux côtiers et des hauts plateaux.

L'huile d'olive algérienne se distingue par des saveurs distinctes, pouvant être aussi bien épicées que fruitées. De plus, les producteurs algériens mettent en œuvre différentes méthodes agricoles, combinant des techniques modernes et traditionnelles.

Fournitures scolaires : Plus de 25 importateurs s'orientent vers la production pour réaliser l'autosuffisance de certains articles



Le marché des fournitures scolaires a vu plus de 25 importateurs s'orienter vers la production à même de contribuer à la réalisation de l'autosuffisance pour certains articles et de réduire la facture de l'importation, indique, mercredi, un responsable au ministère du Commerce et de la Promotion des exportations.

Invité de la Radio Algérienne, le directeur général de la régulation et organisation des activités au ministère, Ahmed Mokrani a précisé que plus de 25 importateurs au niveau national se sont orientés vers la production des fournitures scolaires, ce qui représente une évolution notable vers l'élargissement progressif du volume de la production locale dans ce domaine afin de réduire la facture de l'importation".

Le nombre de producteurs de fournitures scolaires locaux a atteint 66 répartis sur le territoire national, ce qui a permis une couverture complète grâce à la production locale pour environ sept (7) produits scolaires, un chiffre devant être revu à la hausse ultérieurement pour atteindre 22 produits, a indiqué le responsable, soulignant que ces produits se distinguent par "leur qualité et leur compétitivité élevée".

Outre la production locale, il a été procédé, au cours des derniers mois, à l'importation des quantités requises de fournitures scolaires. Ainsi, le ministère du Commerce a accordé, depuis février dernier, des autorisations de domiciliation bancaire et de renouvellement des autorisations

précédentes au profit de 110 importateurs, dans le cadre des préparatifs de la rentrée scolaire 2024-2025, a-t-il fait savoir.

Afin de réguler les prix, pas moins de 182 manifestations économiques de vente de fournitures scolaires ont été organisées à l'échelle nationale, avec la participation de 1600 opérateurs économiques.

Ces foires de proximité proposent divers produits "à des prix abordables", s'est réjoui M. Mokrani qui a fait état de baisse des prix de fournitures scolaires entre 15 et 20%.

Selon un bilan des services de contrôle relevant du ministère du Commerce et de la Promotion des exportations, les agents du secteur ont effectué au cours des sept premiers mois de cette année, plusieurs interventions ayant permis la saisie de 3,15 milliards de DA de marchandises.

Depuis le début de l'année en cours jusqu'à juillet, les services du secteur ont réalisé 1.356.959 interventions, ayant permis le constat de 133.487 infractions, et l'établissement de 127.213 PV de poursuites judiciaires, outre, la saisie d'une valeur de près de 3,15 milliards de dinars de différents produits et la proposition de fermeture de 7724 locaux commerciaux, a précisé M. Mokrani.

Un chiffre d'affaires dissimulé de plus de 36 milliards de DA a été enregistré, en sus du refus d'admission de 511 cargaisons importées pour non-conformité à la réglementation, ajoute M. Mokrani.

Lait subventionné à 25 DA /L: Vers un objectif de 130 millions de litres/an



Des laiteries privées débiteront la production de sachets de lait de vache partiellement écrémé, vendus au prix réglementé de 25 DZD. Cette initiative marque une étape importante pour le secteur laitier algérien, selon le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Youssef Chérif.

Les laiteries privées prêtes à produire du lait à prix réglementé

Lors d'une session publique au Parlement, jeudi, le ministre a annoncé que la production, jusqu'ici limitée aux laiteries publiques, sera élargie aux unités privées. « Cette généralisation se fera de manière progressive pour inclure toutes les laiteries du pays », a-t-il précisé.

Cette décision s'inscrit dans le cadre d'un programme de relance de la production nationale de lait frais. En mai dernier, le ministre avait inauguré un nouveau système d'intégration du lait frais partiellement écrémé au sein du groupe public « Djibli ». Ce projet vise à améliorer la collecte, valoriser la production locale et réduire la dépendance au lait en poudre importé.

Vers un objectif de 130 millions de

litres/an

Lors du lancement officiel de ce système à Boumerdès, à la laiterie et fromagerie de Boudaou, plusieurs responsables, dont la PDG du groupe public, Samah Lahlouh, et des représentants des ministères des Finances et du Commerce, étaient présents. À cette occasion, le ministre a souligné que le projet permettra de produire et de commercialiser du lait frais au même prix que les sachets fabriqués à partir de poudre importée.

Selon Samah Lahlouh, cette initiative réduira les coûts de subvention de 18,28 DZD par litre, en favorisant les produits locaux. Dans une première phase, le groupe prévoit de commercialiser environ 130 millions de litres par an, avec une augmentation progressive des volumes.

Le système sera également ouvert à tous les acteurs privés du secteur, afin d'élargir l'impact de cette réforme sur l'ensemble du marché laitier. Cette stratégie, combinant efficacité économique et soutien aux producteurs locaux, ambitionne de dynamiser durablement l'industrie laitière en Algérie.

Commémoration du 70^{ème} anniversaire de la Journée de l'Étudiant

R.C

Une étape clé pour renforcer l'esprit citoyen et valoriser le rôle de l'université, l'université Badji Mokhtar d'Annaba a célébré, hier, le 70^{ème} anniversaire de la Journée nationale de l'Étudiant, en hommage à l'événement historique du 19 mai 1956, lorsque les étudiants algériens avaient quitté les bancs des universités pour rejoindre les rangs de la Révolution de libération nationale. Cette commémoration a été marquée par une série d'activités scientifiques et culturelles organisées dans une atmosphère empreinte de patriotisme et de fidélité à la mémoire des martyrs. Les interventions officielles ont souligné la portée symbolique de cette date historique ainsi que



le rôle central de l'université dans la formation d'une jeunesse consciente, innovante et engagée dans le développement national. Le recteur de l'université, le professeur Mohamed Meenaa, a affirmé que la Journée de l'Étudiant constitue une occasion de consolider les valeurs de citoyenneté et de rappeler les sacrifices consentis par la génération de Novembre pour l'indépendance de l'Algérie. Il a également mis en avant la mission de l'université en tant qu'espace de savoir, d'innovation et de



préparation des compétences capables de relever les défis de l'avenir.

À cette occasion, une conférence scientifique a été animée par le docteur Ammar Mansouri, spécialiste en ingénierie nucléaire et expert au Centre de

recherche nucléaire d'Alger. Son intervention a porté sur les essais nucléaires français dans le désert algérien et leurs conséquences sanitaires et environnementales, mettant en lumière les dimensions humaines, historiques et scientifiques de cette tragédie. Les festivités ont également

comporté une exposition dédiée aux projets innovants des étudiants, illustrant l'esprit de créativité et le potentiel scientifique de la jeunesse universitaire algérienne. Les participants ont salué les efforts déployés par les étudiants durant la guerre de libération ainsi que leur contribution actuelle au développement du pays.

La cérémonie s'est déroulée en présence des autorités locales, des représentants de la famille révolutionnaire, des cadres universitaires et de nombreux étudiants. Elle s'est achevée par des hommages rendus à plusieurs moudjahidine et figures historiques ayant contribué à la lutte pour l'indépendance nationale.

À travers cette célébration, l'université Badji Mokhtar d'Annaba réaffirme son attachement

ANNABA / DASS

Réunion de travail consacrée à l'étude des crédits financiers proposés pour le projet de budget-programme 2027

Imen Boulmaiz

Dans le cadre des préparatifs liés à l'élaboration du projet de budget-programme au titre de l'année 2027, les réunions de travail se poursuivent sous la présidence de Sari Abdelhamid, Directeur de l'Action Sociale et de la Solidarité, consacrées à l'étude des crédits financiers proposés au profit des centres et établissements spécialisés relevant du secteur. Cette rencontre s'est déroulée en présence des cadres de la direction ainsi que des directeurs des établissements concernés, dans le but d'examiner les différents besoins financiers et de définir les priorités permettant d'assurer le bon fonctionnement des structures spécialisées et l'amélioration des conditions de prise en charge, d'accompagnement et des services destinés aux catégories bénéficiaires. Les discussions ont également porté sur la nécessité d'assurer une gestion rationnelle et

efficace des ressources financières, conformément aux orientations visant à renforcer la qualité des prestations sociales et garantir la continuité des services fournis aux citoyens. Les établissements concernés par cette étude sont L'École des enfants malvoyants d'Annaba L'École des enfants malentendants d'El Bouni Le Centre psychopédagogique d'El Hadjar Le Centre spécialisé de protection des enfants délinquants d'El Hadjar La Maison des personnes âgées d'Annaba Le Centre national d'accueil des filles et des femmes victimes de violences et en situation difficile d'El Bouni Cette réunion s'inscrit dans le cadre du suivi périodique et de la coordination continue entre les différents acteurs du secteur, afin d'élaborer un projet de budget équilibré répondant aux exigences de gestion et aux objectifs fixés au profit des établissements spécialisés.



ANNABA

Lancement des travaux d'aménagement de la rue Mohamed-Seddik Benyahia

S.F

Les autorités locales de la wilaya d'Annaba ont entamé les travaux d'aménagement de la rue Mohamed-Seddik Benyahia, située au cœur de la commune d'Annaba, dans le cadre des

opérations visant à améliorer le cadre urbain et la fluidité de la circulation.

Une commission relevant de la Direction de l'urbanisme, de l'architecture et de la construction s'est rendue sur place afin d'inspecter les travaux

prévus et de définir les différentes étapes de leur mise en œuvre. Cette sortie de terrain a permis d'évaluer les besoins techniques du projet et de coordonner les interventions des différentes parties concernées.

Dans le but d'accélérer le rythme

des travaux et de garantir leur bon déroulement, les entreprises chargées de la réalisation ont bénéficié d'une autorisation exceptionnelle permettant la circulation des camions à travers le centre-ville.

Cette opération s'inscrit dans le

cadre des efforts des autorités locales visant à moderniser les infrastructures urbaines, améliorer les conditions de circulation et offrir un environnement plus adapté aux habitants et usagers de la ville d'Annaba.

ANNABA : Installation de madame Ben Mechta Amina à la coordination locale du programme « DZ Young Leaders »

S.F

Dans le cadre de la mise en œuvre du programme national de qualification des jeunes leaders « DZ Young Leaders », relevant du ministère de la Jeunesse, la Direction de la jeunesse et des sports de la wilaya d'Annaba a procédé à l'installation de Mme Ben Mechta Amina en qualité de coordinatrice locale du programme au niveau de la wilaya.

Cette initiative s'inscrit dans la stratégie nationale visant à accompagner les compétences juvéniles et à promouvoir le



rôle des jeunes dans le développement local et national. Le programme « DZ Young Leaders » a pour objectif de détecter les talents prometteurs, de renforcer leurs capacités et de développer leurs compétences en matière

de leadership, de gestion, de communication, d'initiatives citoyennes et de travail associatif et bénévole.

À travers ce programme, les autorités du secteur de la jeunesse ambitionnent de former une génération

de jeunes leaders capables de participer efficacement à la dynamique de développement de la société, tout en consolidant les valeurs de citoyenneté, d'engagement et de participation positive.

Le programme prévoit l'organisation de sessions de formation, d'ateliers pratiques et d'activités de terrain destinés à offrir aux participants des espaces d'apprentissage, d'échange et d'acquisition d'expériences dans divers domaines liés à l'action jeunesse et à la gestion de projets.

La Direction de la jeunesse et des sports de la wilaya

d'Annaba a, par ailleurs, réaffirmé son engagement à soutenir les initiatives visant l'épanouissement des jeunes et la valorisation de leurs compétences, considérant la jeunesse comme un acteur essentiel dans le processus de développement et de modernisation.

À cette occasion, les responsables du secteur ont adressé leurs félicitations à Mme Ben Mechta Amina, tout en lui souhaitant plein succès dans l'exercice de ses nouvelles fonctions à la tête de la coordination locale du programme « DZ Young Leaders » dans la wilaya d'Annaba.

ANNABA : Le projet d'extension du port d'Annaba avance à un rythme soutenu

S.F

Le projet stratégique d'extension du port d'Annaba enregistre des avancées significatives sur l'ensemble de ses chantiers, conformément au calendrier de réalisation fixé par les autorités publiques. Cette infrastructure majeure vise à renforcer les capacités portuaires de l'est du pays et à accompagner la dynamique économique nationale.

Selon les données communiquées, les travaux de dragage ont atteint 7,3 millions de mètres cubes sur les 13 millions prévus. En parallèle, 31 hectares sur les 82 hectares de terre-plein programmés ont déjà été réalisés, traduisant une progression notable des opérations d'aménagement. Les travaux de remblaiement en enrochements destinés à la construction de la digue de protection avancent également à un rythme appréciable, avec 1.000 mètres linéaires achevés sur un total de 1.400 mètres.

Concernant le futur quai de 1.600 mètres, les équipes techniques ont procédé au



battage de 247 pieux sur les 1.322 prévus, en plus de la poursuite des opérations de remblaiement en matériaux rocheux.

Dans le cadre du suivi permanent du chantier, et conformément aux recommandations du ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, des moyens supplémentaires de réalisation ont été mobilisés afin d'accélérer la cadence des travaux et garantir la livraison du projet dans les délais fixés par le président de la République.

Une fois achevé, ce projet structurant devrait permettre au port d'Annaba de renforcer sa compétitivité, d'augmenter ses capacités de traitement des marchandises et de soutenir davantage les échanges commerciaux nationaux et internationaux.

ANNABA : La Chambre de commerce et la CNEP-Banque renforcent l'accompagnement des investisseurs

S.F

La Chambre de commerce et d'industrie Seybouse d'Annaba a organisé, en coordination avec le CNEP-Banque, une journée d'étude dédiée à l'accompagnement des investisseurs et des opérateurs économiques, sous le slogan : « Accompagner les investisseurs à travers des solutions de financement adaptées ».

Cette initiative s'inscrit dans le cadre des efforts visant à rapprocher les institutions financières des porteurs de projets et à faciliter l'accès aux mécanismes de financement, afin de soutenir la dynamique économique locale et encourager l'investissement dans la wilaya.

Lors de cette rencontre, les participants ont pu prendre connaissance des différentes formules de financement proposées par le CNEP-Banque, notamment les crédits d'investissement, les prêts d'équipement ainsi que les solutions destinées aux professionnels et artisans.

Le programme de la journée s'est articulé autour de deux principaux axes. Le premier a porté sur les produits financiers et les modalités de financement offertes aux investisseurs,



tandis que le second a mis l'accent sur les mécanismes d'accompagnement technique assurés par la banque, depuis l'étude de faisabilité jusqu'à la concrétisation des projets sur le terrain.

Des cadres et experts du CNEP-Banque ont également présenté des explications détaillées concernant les conditions d'accès aux crédits, les pièces administratives requises, les délais de traitement des dossiers ainsi que les taux d'intérêt appliqués.

Cette rencontre a constitué une opportunité d'échange direct entre les opérateurs économiques et les représentants de la banque, loin des contraintes administratives habituelles. Les investisseurs ont ainsi pu

exposer leurs préoccupations liées au financement, aux garanties bancaires ou encore à l'adéquation des produits financiers avec la nature de leurs projets.

La Chambre de commerce d'Annaba a souligné que l'objectif de cette initiative dépasse le simple cadre de présentation des produits bancaires. Il s'agit également de créer un espace de dialogue permanent permettant une meilleure compréhension des besoins du marché local et des attentes des investisseurs.

De son côté, le CNEP-Banque a réaffirmé son engagement à soutenir les petites et moyennes entreprises ainsi que les projets à forte valeur ajoutée, notamment dans les secteurs industriel, agricole et des services, en cohérence avec les orientations nationales visant à diversifier l'économie hors hydrocarbures.

Cette journée d'étude s'inscrit enfin dans une série d'actions programmées au titre du second semestre de l'année, dans l'objectif d'améliorer le climat des affaires et de renforcer la coordination entre les acteurs économiques et les institutions financières de la wilaya d'Annaba.

TRAVAUX PUBLICS : Djellaoui se réunit avec les directeurs du secteur des wilayas du Sud

Le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Abdelkader Djellaoui, a présidé, mercredi, une réunion avec les directeurs du secteur des wilayas du Sud, consacrée à l'évaluation de l'état d'avancement des projets en cours de réalisation, indique un communiqué du ministère. Cette réunion de coordination régionale, ayant regroupé les directeurs des travaux publics des wilayas de Touggourt, El Oued, Illizi, El-Meniaa et El-Meghaier, ainsi que des cadres centraux du ministère, a porté sur l'évaluation de l'état d'avancement des projets en cours de réalisation, inscrits au titre du programme de l'année

2026, en sus de l'examen des nouvelles propositions pour les années 2027, 2028 et 2029, précise la même source. A cette occasion, l'accent a été mis sur la nécessité de veiller au parachèvement des différentes opérations liées aux projets structurants relatifs au développement et à l'entretien du réseau routier, outre le renforcement des infrastructures de base. Lors de cette rencontre, le ministre a souligné la nécessité d'adopter une nouvelle approche basée sur la performance et l'efficacité dans la gestion des projets, tout en accordant une importance capitale à la coordination rigoureuse entre les différents

intervenants, permettant ainsi d'améliorer la cadence de réalisation et d'assurer une prise en charge optimale des besoins de développement des wilayas du Sud, ajoute la même source.

M. Djellaoui a également mis en avant l'importance de préparer, dans les meilleures conditions, le lancement du projet de la ligne ferroviaire Alger-Tamanrasset, notamment dans ses tronçons reliant les wilayas de Laghouat, Ghardaia, El-Meniaa, In Salah et Tamanrasset, et ce, en coordination avec l'Agence nationale d'études et de suivi de la réalisation des investissements ferroviaires (ANESRIF).



Cette réunion s'inscrit dans le cadre d'une série de rencontres de coordination entamées mardi et qui se poursuivront jusqu'au 3 juin prochain, visant à s'enquérir de près de la situation des projets sectoriels

et à définir les besoins futurs, selon une approche de développement équilibrée répondant aux aspirations des citoyens à travers les différentes régions du pays, conclut le communiqué.

FINANCES : Bouzred met en avant le rôle du réseau bancaire dans l'application de la procédure KYC

Le ministre des Finances, ², a mis en avant, lundi à Alger, le rôle des banques et des institutions financières dans l'application des mesures récemment adoptées par la Banque d'Algérie (BA) concernant la procédure KYC (connaissance du client), appelant à renforcer la communication à travers l'organisation de rencontres périodiques pour expliquer ces mesures aux employés et travailleurs du secteur bancaire et financier.

M. Bouzred s'exprimait lors d'une Journée d'étude, organisée par la BA sur l'instruction n 04-2026 du 30 avril 2026, relative à la procédure KYC, en présence de membres du Gouvernement, des présidents et directeurs de banques, d'institutions financières et d'Algérie Poste, de responsables d'administrations et d'établissements publics, d'experts et de cadres du secteur financier.

Dans son allocution, le ministre a insisté sur l'importance de cette Journée d'étude, qui vise à expliquer les dispositions de la dernière instruction de la BA, soulignant que "les banques et institutions financières sont désormais tenues d'organiser plusieurs rencontres pour expliquer la nouvelle procédure KYC et clarifier sa mise en œuvre au profit des employés, les agences bancaires étant en contact direct avec les citoyens



et les opérateurs économiques, notamment les commerçants". Il a rappelé que les mesures adoptées par la BA s'inscrivent dans le cadre des dispositions de la loi de finances 2026, notamment celle relative à la régularisation volontaire de la situation fiscale des commerçants et opérateurs économiques.

De son côté, le ministre du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, Kamel Rezig, a souligné l'importance de l'instruction de la BA relative à la procédure KYC, ajoutant que son département a mené un travail conjoint avec l'Association des banques et établissements financiers (ABEF), les douanes et la BA en vue d'assainir l'activité du commerce extérieur.

Le ministre a salué le travail accompli avec les différents secteurs pour l'assainissement du registre du commerce, précisant que plus de 43.000 registres de commerce ont été assainis en 2020 et 2021, ce qui a permis de suspendre plus de 12.000 registres de commerce fictifs qui étaient liés à des comptes bancaires.

Pour sa part, la ministre du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national, Amel Abdellatif, a rappelé que la nouvelle mesure relative à la connaissance du client permet d'intégrer les opérateurs activant dans les marchés parallèles au sein de l'activité économique officielle, de même qu'elle constitue une opportunité pour les opérateurs de se rapprocher des banques et des établissements financiers,

de déclarer leurs fonds et de se conformer aux procédures liées à l'inclusion financière ainsi qu'à la régularisation de leur situation fiscale.

Desoncôté, le ministre de la Poste et des Télécommunications, Sid Ali Zerrouki, a mis l'accent sur l'importance de cette mesure, estimant qu'elle est "nécessaire" pour permettre aux banques d'obtenir des informations précises sur les clients, faisant remarquer que le nombre de comptes bancaires et financiers en Algérie dépasse les 30 millions de comptes.

La Banque d'Algérie avait lancé récemment une nouvelle instruction fixant la procédure KYC applicable aux banques, établissements financiers ainsi qu'aux services financiers d'Algérie poste, et ce, en application des

dispositions du règlement n 24-03 du 24 juillet 2024 relatif à la prévention et à la lutte contre le blanchiment d'argent, le financement du terrorisme et le financement de la prolifération des armes de destruction massive (LBA-FTFPADM), modifié et complété.

Selon l'instruction, les diligences d'identification et de vérification prescrites par les dispositions de l'instruction s'appliquent au client habituel et au client occasionnel, au mandataire, au représentant légal, à toute personne prétendant agir pour le compte du client, au ou aux bénéficiaire(s) effectif(s).

Les assujettis à ce texte doivent procéder préalablement à toute entrée en relation d'affaires et pendant toute la durée de la relation d'affaires et lors d'une opération occasionnelle, à l'identification et à la vérification de l'identité du client.

La procédure d'identification et de vérification clientèle "doit permettre, notamment, d'établir l'identité et l'adresse du client, de son représentant légal, et le cas échéant, du ou des bénéficiaire(s) effectif(s), le profil client ainsi que l'objet et la nature envisagés de la relation d'affaires ou de l'opération occasionnelle pour, in fine, établir le profil de risque".

Venezuela

Premières libérations de prisonniers politiques sur les 300 promises cette semaine

Les trois hommes étaient liés au coup d'Etat de 2002 qui avait temporairement renversé le président Hugo Chavez, et avaient été condamnés à trente ans de prison chacun, selon le monde.fr.

Le Venezuela a libéré, mardi 19 mai, en vertu de la loi d'amnistie, trois prisonniers politiques qui avaient passé plus de vingt ans en prison, après l'annonce par le président du Parlement de la libération cette semaine de 300 détenus. La loi d'amnistie a été promulguée le 19 février par la présidente par intérim, Delcy Rodríguez, sous la pression de Washington, après la capture, en janvier, du président Nicolas Maduro.

« Entre [lundi] et vendredi, 300 personnes seront remises en liberté, certaines impliquées dans des faits constituant des délits avérés, mais d'autres parce qu'elles sont mineures, âgées de plus de 70 ans ou parce qu'elles souffrent d'une pathologie », a déclaré mardi Jorge Rodríguez lors d'une session parlementaire. « Nous



confirmons la libération des policiers métropolitains prisonniers politiques : Luis Molina, Erasmo Bolívar et Hector Rovain, injustement privés de liberté depuis le 19 avril 2003 », a rapporté sur Instagram l'ONG de défense des prisonniers politiques Foro Penal. Ces libérations ont eu lieu dans la nuit de mardi.

Les trois hommes étaient liés au coup d'Etat de 2002 qui avait temporairement renversé le président Hugo Chavez, et avaient

été condamnés à trente ans de prison chacun sous l'accusation d'avoir tiré sur des manifestants. Selon Foro Penal, le bénéfice de la loi d'amnistie leur avait été dans un premier temps refusé.

800 libérations depuis la capture de Nicolas Maduro

La promesse de nouvelles libérations intervient le jour même où les Vénézuéliens ont rendu un dernier hommage à Carmen Navas, 81 ans, dont le fils, Victor Quero Navas,

est mort en détention après son arrestation, en janvier 2025. Carmen Navas a inlassablement recherché son fils pendant plus d'un an, malgré des soucis de santé. Elle est morte dimanche.

Des dizaines de personnes lui ont rendu un dernier hommage silencieux dans un cimetière de Caracas, jetant des roses et des marguerites à côté de son cercueil. Elle est devenue un symbole de résistance pour sa famille, les militants et les réfugiés politiques vénézuéliens, qui lui ont fait leurs adieux mardi, entre larmes et revendications.

Mardi matin, une quinzaine de prisonniers politiques, accusés de crimes liés à l'affaire « PDVSA Obrero » (pour « Petroleos de Venezuela SA ouvrier », du nom du géant pétrolier public), ont bénéficié d'une libération conditionnelle. Ils avaient été arrêtés en 2025 et accusés de sabotage ou de détournements, dans le cadre de cette affaire qui concerne quelque 170 personnes. Tous étaient détenus à Yare, une

prison située à environ 75 kilomètres de Caracas.

Les libérations, qui n'entraient pas dans le cadre de la loi d'amnistie, ont été obtenues grâce à des requêtes adressées au Défenseur du peuple et à une commission parlementaire créée pour examiner ce type de cas, a expliqué l'avocate Zimaru Fuentes, proche d'un des détenus.

Lundi, une adolescente de 16 ans et une septuagénaire ont également été remises en liberté.

Selon Foro Penal, près de 800 personnes ont été libérées depuis la capture de Nicolas Maduro, dont 186 en vertu de la loi d'amnistie. Des chiffres très inférieurs à ceux du gouvernement intérimaire, qui recense plus de 8 000 bénéficiaires de l'amnistie dont 314 sortis de prison, les autres étant passés de la liberté conditionnelle à la liberté définitive. Foro Penal recense 454 personnes encore détenues dans les prisons vénézuéliennes.

Brésil

Les ambitions présidentielles de Flavio Bolsonaro fragilisées par un scandale financier

Le fils aîné de l'ancien président d'extrême droite Jair Bolsonaro est accusé d'avoir obtenu le financement d'un biopic sur son père auprès d'un banquier impliqué dans une fraude de grande ampleur. Depuis que l'affaire a été révélée, il décroche dans les sondages face à Luiz Inacio Lula da Silva, candidat à sa réélection en octobre, selon le monde.fr.

A cinq mois du premier tour de l'élection présidentielle du 4 octobre, des révélations font vaciller la potentielle candidature de Flavio Bolsonaro, le fils aîné

de l'ancien président brésilien d'extrême droite Jair Bolsonaro (2019-2022). D'après une enquête du média Intercept Brasil, publiée le 12 mai, le sénateur aurait négocié un financement de 134 millions de reais (23 millions d'euros) auprès de Daniel Vorcaro, un banquier accusé d'avoir orchestré une gigantesque fraude financière de 12 milliards de reais à la tête de Banco Master, entre 2019 et 2025. L'argent sollicité par Flavio Bolsonaro aurait visé à financer un biopic intitulé Dark Horse (« cheval noir ») consacré à son père, qui purge une peine de vingt-sept

ans de prison pour tentative de coup d'Etat.

Pourtant, Flavio Bolsonaro avait publiquement nié connaître Daniel Vorcaro et avait même tenté d'associer, sans preuves, le président Luiz Inacio Lula da Silva à la fraude financière afin d'entacher l'image de son rival. L'opinion publique lui a fait payer le prix de ses contradictions. Alors que le possible candidat de l'extrême droite à la prochaine présidentielle se trouvait au coude-à-coude avec Lula dans les sondages précédant le scandale, les intentions de vote en faveur



du sénateur ont nettement chuté. D'après une enquête publiée le 19 mai par l'institut AtlasIntel et Bloomberg, elles sont passées de

47,8 %, le 28 avril, à 41,8 % dans l'hypothèse d'un second tour contre Lula, qui a ainsi repris l'avantage avec 48,9 % des intentions de vote.

Entre le Japon et la Corée du Sud, un rapprochement improbable dicté par un contexte international incertain

Réunis à Andong, le président sud-coréen, Lee Jae-myung, et la première ministre japonaise, Sanae Takaichi, ont multiplié les signes de complicité et les accords dans des domaines variés, de l'énergie à la sécurité. Cette bonne entente témoigne du pragmatisme de deux dirigeants aux convictions opposées face à une situation internationale dégradée, selon le monde.

Il n'est pas fréquent qu'un président progressiste sud-coréen rencontre avec le sourire une première ministre nationaliste



japonaise. Quand il le fait quatre fois en six mois, c'est le signe d'un environnement international si dégradé qu'il ferait presque

oublier les contentieux mémoriels liés à la colonisation nipponne de la péninsule, de 1910 à 1945, qui ont longtemps nui aux liens bilatéraux.

Entre les menaces chinoises et nord-coréennes, la guerre en Iran qui affecte les approvisionnements énergétiques et un allié américain à la fiabilité incertaine, « une tempête s'abat sur le monde », a déploré le président sud-coréen, Lee Jae-myung, qui accueillait mardi 19 et mercredi 20 mai la cheffe du gouvernement nippon, Sanae Takaichi. « La coopération et la communication entre pays partageant les mêmes valeurs sont plus que jamais nécessaires », a-t-il souligné. Un sentiment partagé par Mme Takaichi, qui a plaidé pour « une coopération mutuellement

bénéfique afin que le Japon et la Corée du Sud puissent devenir ensemble des nations fortes et prospères ».

Les deux dirigeants se sont retrouvés à Andong, la ville natale du dirigeant sud-coréen, dans la province du Gyeongsang du Nord, au centre du pays. En janvier, M. Lee avait été reçu par Mme Takaichi dans le département de Nara (ouest du Japon), région d'origine de la première ministre. Cette « diplomatie des régions natales » illustre leur bonne entente.

Le président de Taïwan affirme que l'avenir de l'île « ne peut être décidé par des forces étrangères » après les pressions de la Chine sur Donald Trump

Le président américain a suggéré que les ventes d'armes à Taïwan pourraient servir de levier de négociation avec Pékin, qui revendique l'île comme une partie intégrante de son territoire, selon le monde fr.

Le président de Taïwan, Lai Ching-te, a affirmé, mercredi 20 mai, que des « forces étrangères » ne pouvaient pas décider de l'avenir de l'île, après les pressions de la Chine sur les Etats-Unis. « L'avenir de Taïwan ne peut être décidé par des forces étrangères, ni être pris en otage par la peur, la division ou des intérêts à court terme », a déclaré M. Lai dans un discours marquant ses deux ans à la présidence de Taïwan. Cette déclaration intervient quelques jours après que le président américain, Donald Trump, a suggéré que les ventes d'armes à Taïwan pourraient servir de levier de négociation avec la Chine, qui revendique l'île comme une partie intégrante de son territoire.

Les propos de M. Trump faisaient



suite à sa visite à Pékin, au cours de laquelle le président chinois, Xi Jinping, l'a mis en garde sur la question de Taïwan. Depuis, le gouvernement taïwanais soutient que la politique américaine vis-à-vis de l'île n'a pas changé, et que M. Trump n'a pris aucun engagement avec la Chine concernant les ventes d'armes.

Pour Taïwan, la Chine est la « cause profonde » de l'instabilité régionale, et les ventes d'armes américaines représentent un engagement pour la défense de la démocratie sur l'île. « Taïwan doit avoir la capacité de se

protéger et de maintenir la paix et la stabilité dans le détroit de Taïwan », qui sépare l'île du continent, a déclaré M. Lai mercredi.

« Les menaces sont plus grandes que jamais »

Devant des journalistes, il a assuré que son gouvernement relevait les dépenses de défense pour « éviter une guerre », et non en commencer une. « Les menaces sont plus grandes que jamais », s'est-il justifié. M. Lai a ajouté que l'île de Taïwan était disposée à « entretenir des échanges sains et ordonnés avec la Chine » sur un pied d'égalité. Mais « nous ne

sacrifierons pas notre souveraineté ni notre mode de vie démocratique », a-t-il insisté.

Le bureau des affaires taïwanaises chinoises a critiqué un discours « rempli de mensonges et de tromperies, d'hostilité et de confrontation », a rapporté l'agence Chine nouvelle.

Depuis son retour à la Maison Blanche, M. Trump pousse Taïwan à investir davantage dans ses propres défenses. Le Parlement taïwanais a récemment approuvé une enveloppe de 25 milliards de dollars pour des acquisitions d'armes américaines, auxquelles l'île reste profondément dépendante en cas d'éventuelle attaque de Pékin.

Ce budget doit couvrir près de 9 milliards de dollars sur la commande de 11,1 milliards de dollars d'armement annoncée par les Etats-Unis en décembre, ainsi qu'une deuxième vague d'achats qui n'a pas encore été validée par Washington. M. Trump a dit étudier cette dernière et a annoncé se décider « dans un

délaï assez court ».

Washington est tenu de fournir des armes défensives à Taïwan en vertu d'une loi adoptée par le Congrès américain en 1979, à la suite de la reconnaissance de la République populaire de Chine par les Etats-Unis et à condition que l'île ne déclare pas l'indépendance.

Le président taïwanais a annoncé mercredi qu'il soulignerait que son gouvernement « maintenait le statu quo » et que la Chine « savait » la paix et la stabilité, s'il avait l'occasion de s'entretenir avec M. Trump. Le président américain a évoqué la possibilité d'un appel entre les deux dirigeants, sans plus de détails à ce stade.

Une conversation entre M. Lai et M. Trump constituerait un revirement majeur de la politique diplomatique américaine et risquerait d'entraîner une rupture avec Pékin. Jeudi, M. Xi avait ouvert les discussions avec M. Trump en avertissant que tout faux pas sur le sujet de Taïwan pouvait déboucher sur un « conflit ».

Aux Philippines, la Cour suprême n'empêchera pas l'arrestation d'un ex-chef de la police recherché par la CPI

La décision de la Cour suprême ouvre la voie à une arrestation historique, alors que l'ex-chef de la police reste introuvable malgré la pression internationale, selon le monde fr.

La cour suprême des Philippines a refusé, mercredi 20 mai, d'empêcher l'arrestation d'un sénateur en fuite, ex-chef de la police sous le président Rodrigo Duterte, aujourd'hui recherché par la Cour pénale internationale (CPI) pour crimes contre l'humanité.

Le parlementaire s'était brièvement réfugié la semaine dernière au Sénat pour échapper à son arrestation, alors que le gouvernement tentait

de faire appliquer le mandat d'arrêt délivré par la CPI. Il avait ensuite quitté, jeudi, le bâtiment en toute discrétion.

« La Cour suprême, par un vote de 9-5-1, a rejeté la demande d'ordonnance de non-exécution provisoire ou d'ordonnance de statu quo déposée par le sénateur » Ronald « Bato » Dela Rosa, selon un communiqué de la juridiction.

Le gouvernement philippin avait demandé le rejet de cette requête. Cet arrêt laisse le champ libre à l'arrestation du parlementaire, dont on ignore la localisation.

Milliers de morts

Ronald Dela Rosa, chef de la police

entre 2016 et 2018 et sénateur depuis 2019, est recherché par la CPI pour crimes contre l'humanité en lien avec la guerre antidrogue menée sous l'ex-président Duterte (2016-2022) dont il a été le principal artisan.

Cette campagne a fait des milliers de morts, dont de nombreux usagers et petits revendeurs de stupéfiants, selon des organisations de défense des droits humains. On ignore dans l'immédiat si Manille va tenter de l'appréhender.

Claire Castro, porte-parole de l'actuel président, Ferdinand Marcos Jr, a dit à des journalistes que, « pour le moment, nous



pouvons dire que le mandat d'arrêt contre le sénateur Bato Dela Rosa est valide », et qu'il revenait au ministre de la justice, Frederick Vida, d'interpréter la décision de la Cour. Le ministre n'a pas réagi

dans l'immédiat.

M. Dela Rosa argue de l'illégalité du mandat de la CPI. Il met en avant que les Philippines se sont retirées en 2019 du traité l'ayant instituée.

Cuba : l'administration Trump accroît sa pression pour un changement de régime

Le président cubain a averti, lundi, qu'une attaque américaine entraînerait un « bain de sang », tandis que Washington a étendu la liste des organismes gouvernementaux et des individus sous sanction, selon le monde fr.

Combien de temps peut durer une fin ? L'énigme reste entière concernant la survie du régime castriste à Cuba, confronté à une embolie économique mortifère. Plus d'essence, plus de diesel, une crise humanitaire aiguë, un pouvoir sans idées autres que le contrôle répressif de sa propre population. Depuis des



mois, l'administration Trump caresse publiquement l'idée d'un changement de régime à Cuba, par une action décisive, éventuellement de nature

militaire.

Le président cubain, Miguel Diaz-Canel Bermudez, a averti, lundi 18 mai, qu'une telle entreprise conduirait à « un bain de sang

aux conséquences incalculables ». Mais la Maison Blanche, qui considère l'ensemble du continent – ou « hémisphère occidental » – comme son jardin, ne semble guère sensible à ces menaces, ni aux traumatismes du passé, comme la tentative ratée d'invasion de la baie des Cochons, en 1961.

Le seul motif réel de retenue américaine réside dans la focalisation du moment sur l'Iran. Bien que suspendue, la guerre commencée fin février est très impopulaire aux Etats-Unis. Dans un nouveau sondage New York Times-Siena, publié lundi,

64 % des Américains estiment que le déclenchement du conflit était une mauvaise décision de Donald Trump. Ils sont même 73 % chez les électeurs indépendants, segment crucial et très convoité. Dans un message sur son réseau Truth Social, lundi, le président américain a expliqué qu'une reprise des opérations militaires était prévue mardi, mais qu'il avait décidé de la suspendre, à la demande du Qatar, des Emirats arabes unis et de l'Arabie saoudite, pour donner une chance supplémentaire aux négociations avec Téhéran.

Éliminatoires CAN 2027 : La Zambie, le Togo et le Burundi au menu des Verts



Le tirage au sort des éliminatoires de la Coupe d'Afrique des nations 2027, organisée conjointement par le Kenya, la Tanzanie et l'Ouganda, s'est déroulé hier et a placé l'équipe nationale dans un groupe largement à sa portée. Les Verts évolueront dans le groupe I en compagnie de la Zambie, du Togo et du Burundi. Placée dans le chapeau 1 grâce à son statut continental, l'Algérie évite les grosses cylindrées africaines et hérite d'une poule qui pourrait lui permettre de préparer idéalement la prochaine CAN, programmée en Afrique de l'Est. Les hommes de Vladimir Petkovic partiront logiquement favoris pour décrocher l'un des deux billets qualificatifs du groupe.

Une campagne aux allures de répétition générale pour la CAN

Au-delà de l'aspect purement sportif, ce tirage réserve surtout un avantage stratégique important à l'EN. Avec deux déplacements prévus au Burundi et en Zambie, les Verts auront l'occasion d'évoluer

dans des conditions proches de celles qu'ils retrouveront lors de la phase finale de la CAN 2027 en Afrique de l'Est.

Un détail loin d'être anodin pour le staff de Vladimir Petkovic, qui pourra déjà familiariser son groupe avec les conditions climatiques (même si les périodes de déroulement des rencontres seront différentes), les longs voyages et certains paramètres logistiques propres à cette région du continent. Quant au déplacement au Togo, il est presque devenu une habitude pour les Fennecs ces dernières années. Le groupe I apparaît donc comme un véritable cadeau du tirage pour une sélection algérienne qui vise non seulement la qualification, mais aussi une montée en puissance progressive avant le rendez-vous continental.

La Zambie, principal rival des Verts

Sur le papier, la Zambie semble être l'adversaire le plus solide du groupe. Les Chipolopolo restent une nation respectée du football africain, capable de poser des problèmes aux

grandes sélections, notamment à domicile.

Les confrontations récentes entre les deux pays tournent toutefois clairement à l'avantage de l'Algérie. La dernière double opposition remonte aux qualifications de la CAN 2021. Les Verts avaient alors largement dominé la Zambie à Blida sur le score de 5-0 avant d'arracher un spectaculaire match nul 3-3 à Lusaka.

L'équipe zambienne demeure néanmoins redoutable sur ses terres, dans un contexte souvent difficile pour les sélections nord-africaines.

Le Togo, un adversaire désormais familier

L'Algérie et le Togo se connaissent parfaitement. Les Éperviers avaient déjà servi de sparring-partner aux Verts lors du stage de janvier 2024 organisé à Lomé avant la CAN en Côte d'Ivoire. Quelques mois plus tard, les deux sélections se sont retrouvées lors des éliminatoires de la CAN 2025. Les hommes de Vladimir Petkovic avaient alors écrasé le Togo 5-1 ici au pays avant de

s'imposer 1-0 à Lomé.

Même si les Togolais traversent une période plus compliquée sur le plan continental, ils restent une équipe physique et difficile à manœuvrer à domicile.

Le Burundi, souvenir du stage avant la CAN 2023

Le Burundi rappelle également de bons souvenirs à l'équipe nationale. En janvier 2024, juste avant le départ pour la CAN en Côte d'Ivoire, les Verts de Djamel Belmadi avaient largement battu les Hirondelles 4-0 à Lomé lors d'un match amical. Avant cela, les deux équipes s'étaient neutralisées 1-1 en juin 2019, quelques semaines avant le sacre continental historique décroché par l'Algérie en Égypte.

Le Burundi reste une sélection en progression, mais l'EN, dans son futur costume de mondialiste, possède largement les moyens de prendre le dessus dans cette double confrontation.

48 sélections en lice pour 21 places

Ces éliminatoires de la CAN 2027 réunissent 48 nations réparties en plusieurs groupes.

Au total, 21 tickets seront distribués pour rejoindre les trois pays organisateurs déjà qualifiés : le Kenya, la Tanzanie et l'Ouganda. Comme lors des précédentes éditions disputées à 24 équipes, les deux premiers de chaque groupe valideront leur qualification, sauf dans les groupes contenant un pays organisateur où le système diffère légèrement (une seule équipe se qualifie de ces groupes).

Le tirage a également offert quelques affiches très attendues à travers le continent, notamment Côte d'Ivoire - Ghana dans le groupe C ou encore le derby maghrébin entre la Tunisie et la Libye dans le groupe H. L'EN semble avoir hérité d'un parcours favorable. Reste désormais aux hommes de Vladimir Petkovic à confirmer leur statut sur le terrain et à lancer idéalement leur route vers une CAN 2027 où les ambitions seront forcément élevées. Rappelons que les éliminatoires de la CAN 2027 se tiendront entre septembre 2026 et mars 2027.

Liga :

L'Atlético veut déjà dépenser 200 M€ avant le début du mercato



Sortis en demies de Ligue des Champions cette saison, les Colchoneros comptent bien se renforcer cet été pour être encore plus compétitifs cette saison. Ils ont déjà 4 opérations en tête qu'ils veulent conclure avant l'ouverture officielle du marché des transferts.

Ils n'étaient pas loin de gagner un titre cette saison... Mais une fois encore, les Rojiblancos ont terminé l'exercice 2025/2026 les mains vides. Largués en Liga certes, mais demi-finalistes de Ligue des Champions, et surtout, finalistes de la Copa del Rey qu'ils ont perdu aux tirs

au but face à la Real Sociedad. Désormais, les Colchoneros travaillent sur un mercato estival qui s'annonce palpitant. Certes, il y a la crainte de perdre Julian Alvarez, convoité par le Barça et surtout par le PSG, mais il devrait aussi y avoir beaucoup d'arrivées.

Ce mercredi, la presse espagnole dévoile de nombreuses informations concernant ce marché des transferts à venir. D'abord, Marca nous apprend que les Madrilènes foncent sur Marc Cucurella (Chelsea), qui est devenu l'objectif prioritaire pour renforcer l'arrière-garde.

Une opération compliquée et chère, puisque l'Espagnol avait coûté un peu plus de 60 millions d'euros aux Blues à l'époque. Et depuis, il a vu sa valeur augmenter. La presse anglaise affirme d'ailleurs que Xabi Alonso le considère comme intouchable. Point positif pour les Colchoneros : le joueur souhaite partir pour jouer la Ligue des Champions.

Du beau monde

Toujours dans le secteur défensif, les Madrilènes comptent aussi s'offrir Cristian Romero, le défenseur argentin de Tottenham. Le média Sport

indique que le départ du joueur des Spurs est déjà acté, et qu'une relégation ferait baisser son prix considérablement. Le FC Barcelone serait aussi sur le coup. La première recrue quasi actée de l'été nous mène à João Gomes, le milieu de terrain brésilien de 25 ans de Wolverhampton. Mundo Deportivo et d'autres médias évoquent ainsi un accord total entre les deux clubs pour un transfert de 45 millions d'euros. Enfin, les Colchoneros souhaitent conserver Nico Gonzalez, qui était prêté par la Juventus cette saison. Les Madrilènes ont tout de même l'intention de

négoier un peu cette option d'achat de 32 millions d'euros, mais tout indique qu'ils devront quand même signer un chèque conséquent. Enfin, et ce serait la cerise sur le gâteau, Marca explique que l'Atleti est dans la course pour Bernardo Silva, en fin de contrat à Manchester City. Au vu de la valeur marchande des joueurs concernés - Bernardo Silva serait gratuit mais devrait toucher une prime à la signature - ces 5 opérations que les Madrilènes souhaitent boucler rapidement pourraient atteindre un total de 200 millions d'euros...

PSG :

Ousmane Dembélé sort du silence après sa blessure

Dans un entretien accordé à RMC, Ousmane Dembélé s'est confié sur sa blessure du week-end dernier. Et il a tenu à rassurer.

C'est une sortie qui n'est pas passée inaperçue et qui a fait trembler les supporters parisiens. Ce dimanche, si le PSG a perdu la dernière journée de Ligue 1 face au Paris FC (2-1), au coup de sifflet final, on ne parlait que d'Ousmane Dembélé. Titulaire au coup d'envoi, le Français est sorti sur blessure après 27e minutes de jeu. De quoi inquiéter à quelques jours de la finale de Ligue des champions face à Arsenal. Mais très vite, les différents médias ont rassuré sur la nature de sa blessure et le communiqué du PSG semblait rassurant.

« Sorti par précaution lors du match d'hier soir face au Paris FC

en raison d'une gêne musculaire au mollet droit, Ousmane Dembélé restera en soins au cours des prochains jours », expliquait le communiqué du PSG. Ce jeudi, tout comme Achraf Hakimi, l'international français (58 sélections, 7 buts) n'était pas présent à l'entraînement collectif. De quoi forcément faire parler autour de son état forme.

Ousmane Dembélé rassure

Mais dans un entretien accordé à RMC, Ousmane Dembélé s'est confié sur sa blessure. « Ça va très bien. J'ai eu une petite alerte face au Paris FC mais ça va et ça va le faire pour la finale. Être à 100% pour la finale ? Oui, oui, je pense, oui ça va le faire. Je n'ai pas de doute sur ça, j'espère être sur le terrain le 30 mai. J'ai eu tellement de petites alertes ou de grosses blessures dans ma



carrière, que ce soit ici au PSG ou même avant, surtout avec les grandes échéances qui arrivent, surtout cette finale, j'ai préféré m'arrêter et surtout ne pas prendre de risque.»

Une sortie du silence qui devrait permettre de rassurer à quelques jours de la finale tant attendue. Dans 10 jours, le PSG devrait donc bien pouvoir compter sur son Ballon d'or et probablement

en tant que titulaire. Une présence forcément importante pour Luis Enrique qui a métamorphosé le Français depuis quasiment deux ans maintenant. Ousmane Dembélé sera bien présent !



Algérie

Lancement du programme national « 77.7 » pour accélérer la transition numérique



Sara Boueche

Le ministre de la Poste et des Télécommunications, Sid Ali Zerrouki, a annoncé le lancement du programme national d'autonomisation numérique « 77.7 », une initiative ambitieuse destinée à renforcer les compétences numériques des citoyens algériens et à soutenir la dynamique de transformation digitale du pays.

Ce programme s'adresse à l'ensemble des catégories d'âge, des enfants aux personnes âgées, à travers sept parcours de formation spécialisés. Ceux-ci couvrent un large

éventail de compétences, allant de l'apprentissage des bases technologiques et de la cybersécurité jusqu'aux compétences numériques avancées et à l'entrepreneuriat digital.

Reposant sur un système de formation hybride combinant enseignement présentiel et apprentissage à distance, le programme prévoit également la création de sept centres dédiés aux compétences numériques dans plusieurs wilayas du pays. Chaque centre disposera d'une capacité d'accueil pouvant atteindre mille stagiaires par an.



L'initiative accorde par ailleurs une attention particulière à la sensibilisation aux enjeux de la cybersécurité, notamment les risques liés à la fraude numérique et à la protection des données personnelles. À travers ce dispositif, le ministère

ambitionne de former entre 25 000 et 30 000 citoyens chaque année, dans le cadre d'un partenariat réunissant le ministère de la Poste et des Télécommunications, Algérie Télécom et Mobilis.

Spotify s'attaque aux podcasts IA qui imitent des voix et créateurs réels



Spotify met en place deux mesures contre les podcasts IA qui imitent des voix réelles. La plateforme retire désormais les émissions qui copient l'identité d'un créateur sans son accord. Elle attribue aussi un badge « Verified by Spotify » aux podcasts authentifiés.

La guerre est déclarée entre Spotify et l'AI Slop dans ses podcasts ! Elle est représentée par un badge qui s'affiche en vert, à côté du nom de l'émission, sur la page du show et dans les résultats de recherche. Il certifie qu'un podcast appartient bien au créateur, à l'éditeur ou à la marque qu'il prétend représenter.

Les premiers shows l'ont reçu dès le hier, et le déploiement s'étalera sur plusieurs mois.

En parallèle, Spotify retire les contenus qui imitent la voix ou l'image d'un créateur sans permission, que l'imitation passe par le clonage vocal IA ou par un autre procédé. La règle contre l'usurpation existait déjà. Après s'en être pris aux morceaux générés par IA, Spotify combat les outils d'IA qui reproduisent une voix à partir de quelques secondes d'enregistrement.

Spotify examine aussi le comportement de l'audience. Spotify retient trois critères pour attribuer le badge. Un podcast doit montrer une activité d'écoute régulière sur la durée. Il doit respecter les règles de la plateforme. Il doit enfin prouver l'authenticité de son audience,

avec des garde-fous contre les écoutes générées par des bots.

Spotify s'écarte ici des anciens systèmes de certification. La plateforme n'examine pas que le créateur, mais le comportement de ceux qui l'écoutent. Les podcasts fabriqués en série par IA attirent souvent une audience artificielle, gonflée par des robots qui simulent des écoutes.

Quand Spotify filtre ces signaux, il écarte les émissions dont la popularité vient seulement d'un trafic automatisé. Un créateur sans véritables auditeurs ne franchira donc pas le seuil, même avec un catalogue fourni.

En Bref...

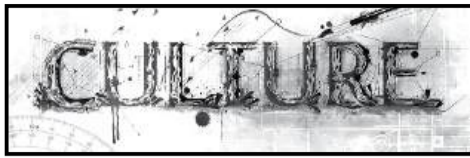
La possibilité d'avoir un pass Navigo directement sur son iPhone a mis du temps à s'imposer. Et à peine deux ans après cet heureux événement, le dispositif pourrait déjà être en danger.

On se souvient que pendant longtemps, contrairement aux utilisateurs Android, les propriétaires d'un iPhone ne pouvaient intégrer le pass Navigo directement sur leur smartphone - une possibilité qui n'est devenue réalité qu'en 2024. Et cette facilité, obtenue de haute lutte après de longues négociations entre Apple et Ile-de-France Mobilités (IDFM), serait déjà en danger.

Un changement réglementaire dénoncé par Valérie Pécresse

Valérie Pécresse ne décolère pas. La présidente de la région Île-de-France est même allée jusqu'à posté sur LinkedIn un long message pour attaquer une « décision de l'Autorité de Régulation des transports (ART), saisie par la SNCF et la RATP, (qui) impose à Apple de nouvelles contraintes lourdes avec une date de mise en conformité fixée au 20 août prochain ». Et quand Valérie Pécresse parle de « contrainte lourdes », on peut aisément la croire, vu la description du nouveau mode d'achat de tickets sur iPhone qui devrait être mis en place.

« Pour se mettre en conformité avec la décision de l'ART, Apple devrait désormais proposer dans son «wallet» non pas un achat en quelques clics, mais, pour chaque ticket, une liste de vendeurs (comme RATP/SNCF ou Île-de-France Mobilités), puis l'utilisateur serait redirigé vers «l'Apple Store» pour télécharger l'application du vendeur, acheter son ticket en créant si nécessaire un compte, enregistrer sa carte bancaire (au lieu d'utiliser «Apple Pay») afin de retrouver ensuite son billet dans le «wallet» » explique la patronne de la région.



Tizi Ouzou

La kachabia du Colonel Amirouche retrouve sa place dans le patrimoine mémoriel national

Sara Boueche

Au cœur d'une cérémonie empreinte d'émotion et de recueillement, organisée lundi dernier au musée régional du Moudjahid de Tizi Ouzou, la célèbre « kachabia » ayant appartenu au Colonel Amirouche Aït Hamouda a officiellement intégré les collections patrimoniales du musée, après avoir été conservée durant près de sept décennies par le moudjahid Slimane Laichour.

Cette pièce historique, portée par l'une des figures les plus emblématiques de la Révolution algérienne, avait été confiée à Slimane Laichour en mars 1958. Depuis cette date, il en a assuré la préservation avec un profond sens du devoir mémoriel, jusqu'à sa remise solennelle à Nordine Aït Hamouda, fils du défunt chef de la Wilaya III historique.

Submergé par l'émotion, le

moudjahid a évoqué la portée symbolique de cet habit traditionnel, témoin silencieux des épreuves traversées durant la guerre de Libération nationale. « Je l'ai conservée depuis 1958. Voilà soixante-huit ans qu'elle accompagne notre mémoire. Si seulement elle pouvait parler... Elle a parcouru des sentiers escarpés, traversé des rivières en crue, des forêts et des montagnes enneigées. Elle incarne à elle seule toute une histoire », a-t-il confié avant de remettre la « kachabia » à son héritier légitime.

Pour Slimane Laichour, le retour de cette pièce au musée constitue l'aboutissement naturel d'un long devoir de fidélité envers la mémoire révolutionnaire. De son côté, Nordine Aït Hamouda n'a pu dissimuler son émotion en retrouvant ce vêtement que portait son père durant les années de lutte armée contre le colonialisme français.



Désormais exposée au musée régional du Moudjahid de Tizi Ouzou, cette « kachabia » rejoint d'autres objets historiques ayant appartenu à de grandes figures de la Révolution algérienne, notamment le Colonel Mohand Oulhadj, ainsi qu'à de nombreux chouhada et moudjahidine.

La cérémonie s'est déroulée en présence des responsables du musée, de représentants des organisations de la famille révolutionnaire et de plusieurs invités venus saluer la préservation de ce précieux témoignage historique. Bien au-delà de sa valeur matérielle, cette « kachabia » demeure un symbole puissant des sacrifices consentis par les héros de la Révolution et un fragment vivant de la mémoire nationale algérienne.

Salvador Dalí

Quand la signature d'un génie valait plus que l'argent



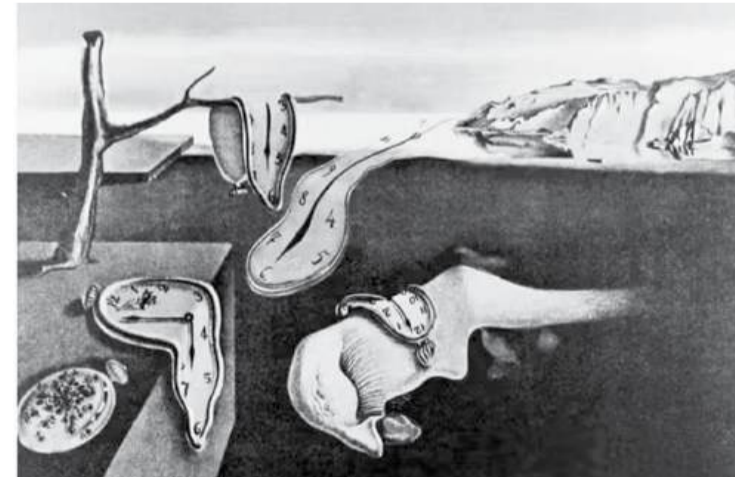
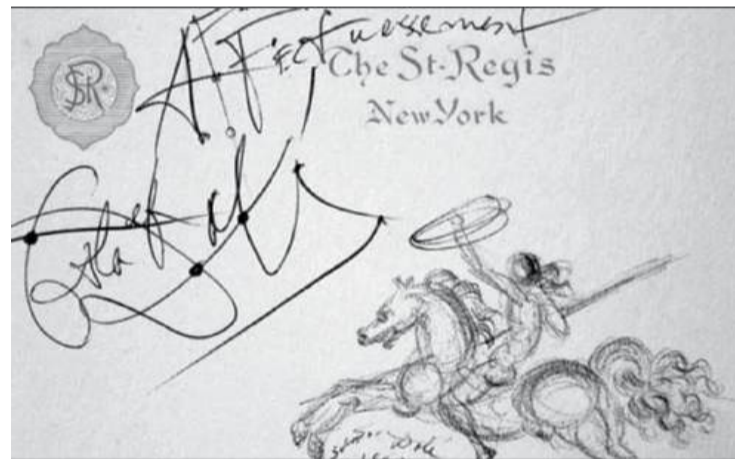
Sara Boueche

Le peintre surréaliste Salvador Dalí aurait réussi, durant de longues années, à éviter de régler les factures des hôtels et restaurants les plus luxueux, grâce à une méthode aussi audacieuse qu'ingénieuse.

Habitué des établissements

prestigieux, l'artiste partageait souvent ses repas avec de grands groupes d'amis et prenait systématiquement en charge l'addition. Pourtant, ces dépenses somptueuses ne lui coûtaient pratiquement rien.

Au moment de payer, Dalí remplissait un chèque comme



n'importe quel client. Mais juste avant de le remettre au serveur, il retournait le document et y esquissait rapidement un dessin original : un éléphant aux proportions irréelles, un

cheval fantastique ou encore des formes inspirées de son univers surréaliste. Il apposait ensuite sa célèbre signature, transformant ainsi un simple moyen de paiement en véritable œuvre d'art.

L'artiste savait pertinemment que les propriétaires des restaurants ou des hôtels n'oseraient jamais encaisser ces chèques auprès de la banque. Au contraire, ils choisissaient de les encadrer et de les exposer sur les murs de leurs établissements, conscients de détenir une pièce unique signée par l'un des plus grands maîtres du surréalisme.

Les années ont confirmé l'intuition de Dalí : aucun de ces chèques n'aurait été encaissé, et plusieurs d'entre eux valent aujourd'hui des fortunes sur le marché de l'art.

À travers cette anecdote devenue légendaire, Salvador Dalí démontrait une compréhension exceptionnelle de la valeur symbolique de son nom et de son génie créatif. Il ne payait pas ses repas avec de l'argent, mais avec le prestige de sa signature, déjà considérée de son vivant comme bien plus précieuse que la monnaie elle-même.



Le Liban dans toute sa complexité, au festival de Saint-Malo

A Saint-Malo, pays breton jadis bastion des corsaires, le festival Étonnants Voyageurs s'apprête une nouvelle fois à faire dialoguer les imaginaires du monde, en mettant à l'honneur le paysage littéraire et culturel libanais.

Cette année, le Liban s'impose avec une intensité particulière. C'est un choix assumé, réfléchi, presque évident pour le directeur du festival, Jean-Michel Le Boulanger.

Ce choix, indique Le Boulanger à Arab News en français, découle d'une conviction simple : « Le Liban est un carrefour », un carrefour d'histoires, de cultures, de religions, mais surtout un carrefour du monde contemporain.

C'est également un concentré des tensions et des espoirs qui traversent notre époque, ajoute-t-il. En invitant 21 auteurs et artistes libanais à participer à son édition 2026, qui se tient du 23 au 25 mai, le festival ne cherche pas à illustrer une actualité, mais



à faire entendre une expérience du monde.

Depuis toujours, Étonnants Voyageurs revendique une approche singulière qui consiste à regarder le monde à travers les écrivains et privilégie l'écoute

des romanciers, des poètes et des artistes.

« Ce qui nous intéresse, c'est ce que les écrivains font de cette matière complexe », indique Le Boulanger. Et le Liban, plus que tout autre pays peut-être, incarne cette complexité.

Au Liban, précise-t-il, « le pluriel n'est pas une abstraction, il est une réalité quotidienne », avec des identités multiples, des appartenances croisées, des territoires fragmentés. « Les auteurs libanais vivent et écrivent au cœur de ces tensions. »

Parmi eux, Sabyl Ghoussoub, prix Goncourt des lycéens, qui explore les liens entre Beyrouth et Paris ; Charif Majdalani, dont l'œuvre interroge l'histoire et la mémoire ; ou encore Souhaib Ayoub, figure d'une nouvelle génération hybride et audacieuse. À leurs côtés, des voix singulières comme Sofia Karámpali Farhat, Hala Moughanie ou Lena Merhej dessinent un paysage littéraire en mouvement, traversé par le doute, la colère, mais aussi une formidable énergie créatrice.

Le fil qui relie ces auteurs tient en deux mots : territoire et complexité. Un thème à la fois intime et politique. « Ce sont des relations complexes au territoire », explique le directeur du festival : des territoires multiples, parfois

brisés, que chacun tente de se réapproprier.

À travers leurs récits, ces écrivains interrogent une question universelle : « Comment vivre avec l'autre ? Comment maintenir une relation dans un monde fragmenté ? »

Pour donner toute sa place à cette richesse, le festival a imaginé une programmation foisonnante, fidèle à son esprit d'ouverture.

Des formats plus intimes

Les formes se multiplient : il y aura bien sûr les grands entretiens, ces moments où un auteur se livre en profondeur, accompagné d'un modérateur, mais aussi des tables rondes réunissant deux ou trois écrivains pour des échanges croisés.

Il y aura également des formats plus intimes : des petits-déjeuners avec les auteurs, des ateliers d'écriture, autant d'occasions de faire tomber la distance et de créer un lien direct entre les écrivains et leur public.

La romancière taïwanaise Yang Shuang-zi remporte le très prestigieux International Booker Prize

Le prix a été remis mardi soir lors d'une cérémonie au musée de la Tate Modern.

L'écrivaine taïwanaise Yang Shuang-zi a remporté mardi 19 mai à Londres le International Booker Prize pour le roman Taiwan Travelogue, premier livre écrit en mandarin à être récompensé de ce prestigieux prix littéraire.

C'est « un livre captivant, d'une sophistication subtile » qui « réussit à la fois comme histoire d'amour et comme roman postcolonial incisif », a salué la présidente du jury 2026, Natasha Brown, en remettant le prix mardi soir lors d'une cérémonie au musée de la Tate Modern.

L'autrice, née en 1984, est connue pour toucher à de multiples genres, écrivant de la fiction, des mangas, des scénarios de jeux vidéo etc.

Colonialisme, pouvoir et amour Taiwan Travelogue, qui n'a pas été traduit en français, suit une romancière japonaise lors d'un périple culinaire à travers Taïwan sous occupation japonaise dans les années 1930, accompagnée d'une interprète locale qui partage sa passion pour la nourriture.

Le livre se présente comme la traduction de mémoires de

voyage redécouverts, et explore les thèmes du colonialisme, du pouvoir et de l'amour. « Les thèmes centraux du roman, le voyage et la nourriture, ont changé ma vie de deux manières évidentes : mes économies ont diminué ; mon poids a augmenté ! », a-t-elle dit à propos de ses recherches pour Taiwan Travelogue.

Le prix récompense également la traductrice du roman Li King. Il s'agit du premier livre de Yang Shuang-zi traduit en anglais. Il a été publié en 2020 en mandarin et sa traduction en anglais est sortie en mars 2026 au Royaume-Uni. La récompense de 50 000 livres (environ 58 000 euros) est divisée à parts égales entre l'autrice et la traductrice, Lin King, qui a les nationalités taïwanaise et américaine.

L'édition 2026 de l'International Booker Prize comptait six finalistes. La Française Marie NDiaye, lauréate du prix Goncourt 2009 pour Trois femmes puissantes, était en lice avec son roman The Witch (La Sorcière), publié en français en 1996 mais seulement traduit cette année en anglais.

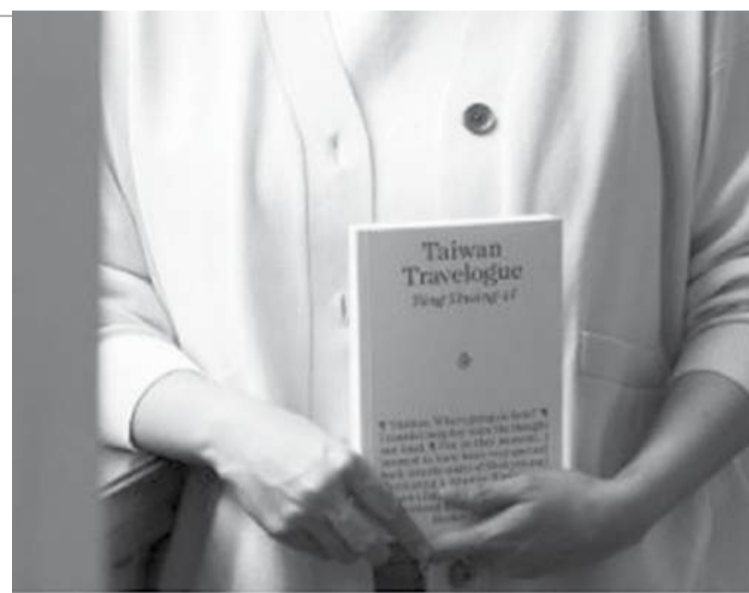
À ses côtés : l'Allemande Shida Bazvar (The Nights Are Quiet

in Tehran), la Bulgare Rene Karabash (She Who Remains), toutes deux sélectionnées pour leur premier livre, ainsi que l'Allemand Daniel Kehlmann (The Director) et la Brésilienne Ana Paula Maia (On Earth As It Is Beneath).

Banu Mushtaq, Han Kang, Annie Ernaux parmi les auteurs récemment récompensés

En 2025, le Booker Prize international avait été décerné à l'écrivaine et activiste indienne Banu Mushtaq pour son recueil de nouvelles Heart Lamp, sur la vie quotidienne de femmes issues des communautés musulmanes du sud de l'Inde, avec sa traductrice Deepa Bhaathi.

Il a été attribué ces dernières années à Han Kang, Annie Ernaux ou encore Olga Tokarczuk, toutes récompensées du prix Nobel de littérature.





Tout savoir sur l'allergie aux acariens

L'allergie aux acariens est la deuxième allergie respiratoire la plus fréquente en France juste après celle au pollen. Elle est aussi l'une des plus invalidantes car les acariens sont présents toute l'année, et dans tous les foyers. Symptômes, diagnostic, traitement : le Dr Julien Cottet allergologue et vice-président de la Société française d'allergologie nous explique tout. On assimile souvent acariens à poussière : si c'est en partie vrai, c'est aussi réducteur. Certes, la poussière de maison contient des acariens, mais ces micro-organismes se logent aussi dans nos lits, textiles et tapis ! Faire minutieusement le ménage ne suffit donc pas à les éliminer.

Qu'est-ce qu'un acarien ?

Les acariens sont de minuscules organismes vivants appartenant à la classe des arachnides (comme les araignées et les tiques). Il en existe des dizaines de milliers d'espèces dans le monde, vivant dans presque tous les environnements : sols, plantes, eau douce, mer... et bien sûr, dans nos maisons. Ceux qui nous concernent le plus en santé humaine sont les acariens domestiques, qui se nourrissent essentiellement de squames de peau humaine et animale. Ils adorent et s'épanouissent particulièrement dans les environnements chauds (20-25 °C) et humides (70-80 % d'humidité). Le problème pour notre santé vient non pas de l'acarien lui-même, mais de ses déjections et fragments de corps qui contiennent des protéines allergènes. Quand ces particules microscopiques sont inhalées, elles peuvent provoquer ou aggraver plusieurs manifestations allergiques : rhinites allergiques (éternuements, nez bouché), asthme, conjonctivite allergique ou encore eczéma atopique. Poussière, matelas : où se trouvent les acariens ? Les acariens domestiques, responsables des allergies en France sont majoritairement Dermatophagoides pteronyssinus et Dermatophagoides farinae. Ils vivent principalement dans la literie (matelas, oreillers, couettes), les tapis et moquettes, les tissus d'ameublement



(canapé, coussins décoratifs) ou encore les peluches dans les chambres d'enfant.

On parle souvent d'allergie à la poussière car ces acariens sont les principaux allergènes présents dans la poussière de maison, mais ce n'est pas la poussière à proprement parler qui est allergisante ! «La poussière contient un grand nombre d'autres allergènes possibles : acariens, poils d'animaux, moisissures, pollens ... ce qui la rend particulièrement allergisante» explique le Dr Julien Cottet. Notons toutefois que si faire le ménage régulièrement aide à limiter leur présence, cela ne suffit pas à éliminer complètement les acariens, car ils ne vivent pas uniquement "dans" la poussière flottante que l'on voit, mais surtout profondément installés dans les tissus et matériaux qui retiennent l'humidité.

Taille : les acariens sont-ils visibles à l'oeil nu ?

Inutile de chercher à les repérer, les acariens domestiques mesurent entre 0,1 et 0,5 millimètres : ils sont donc totalement invisibles à l'oeil nu. Mais tout aussi microscopiques soient-ils, les acariens sont hyper allergisants ! Ils doivent leur potentiel allergique à leur très forte concentration dans les lieux clos : un couple peut ainsi donner naissance à plus de 200 mille descendants en à peine 4 mois ! Yeux qui piquent, asthme : quels sont les symptômes de l'allergie aux acariens ? L'allergie aux acariens est une allergie respiratoire, qui se manifeste le plus souvent par une rhinite allergique. Le patient

peut avoir le nez qui coule de façon claire, le nez bouché, ainsi que des éternuements répétés, souvent plus marqués au réveil. Il est également fréquent de ressentir des démangeaisons ou picotements au niveau du nez ou de la gorge. Les yeux peuvent être touchés par une conjonctivite allergique : larmoiements, démangeaisons, rougeurs. Chez certains, l'allergie peut toucher aussi les bronches et provoquer une toux sèche, surtout la nuit, une sensation d'oppression respiratoire ou des sifflements, s'inscrivant parfois dans un tableau d'asthme d'origine allergique. Les symptômes sont souvent plus intenses le matin au réveil, en raison de l'exposition prolongée aux acariens dans la literie toute la nuit. Les acariens se reproduisent au printemps et à l'automne : deux périodes de l'année où leur concentration est largement augmentée et où les symptômes peuvent être plus virulents. Pour cette raison, cette allergie peut être confondue avec une allergie au pollen. Dr Julien Cottet Allergologue

Chez les personnes très allergiques, les symptômes peuvent néanmoins persister toute l'année. Enfin, contrairement à un rhume classique, l'allergie ne provoque pas de fièvre et les symptômes s'améliorent avec les traitements antiallergiques. Test : comment savoir si on est allergique aux acariens ? Comme pour toute allergie, le principal outil diagnostique est l'interrogatoire du patient. «A-t-il des antécédents personnels et/ou familiaux

d'allergies ou de dermatite atopique ? À quels moments surviennent les symptômes : plutôt chez soi le matin, plutôt dehors, toute l'année ou à certaines saisons seulement ? Tous ces éléments permettent généralement d'avoir une idée précise du diagnostic, qui pourra alors être confirmé par les tests» explique l'allergologue. Les examens viennent ensuite confirmer l'allergène en cause, mais ils ne suffisent pas à eux seuls à poser le diagnostic. Deux tests sont couramment utilisés en consultation d'allergologie : les tests cutanés (prick-tests) qui consistent à déposer une petite quantité d'allergène sur la peau au niveau des avant-bras, puis à piquer légèrement l'épiderme pour observer une éventuelle réaction locale, et les analyses sanguines (par prise de sang) qui recherchent des anticorps de type IgE dirigés contre certains allergènes.

Une allergie aux acariens peut-elle disparaître spontanément ?

Les allergies, quelle que soit leur nature, sont des affections chroniques, ce qui signifie qu'elles ne peuvent pas guérir. «Une allergie ne peut donc pas disparaître spontanément. Même les traitements, médicamenteux ou par désensibilisation, ne guérissent pas de l'allergie mais permettent de réduire les symptômes de réaction allergique et de mieux vivre avec la maladie» résume le Dr Cottet.

Désensibilisation, antihistaminiques, housses : quels traitements ou prise en charge pour l'allergie aux acariens ?

La première mesure à prendre en cas d'allergie aux acariens consiste à limiter notre exposition.

Cela passe d'une part par l'élimination directe (tuer ou retirer un maximum d'individus et de débris) mais surtout par la prévention, consistant à rendre l'environnement moins accueillant pour leur retour.

Tout d'abord, il est important de protéger ses matelas, sommier, oreillers et couette de l'infestation profonde des acariens, à l'aide de housses anti-acariens. Ces housses sont vendues en pharmacie et peuvent être prises en charge par la mutuelle. Puis, pour éviter que les acariens ne prolifèrent sur la literie, il est ensuite essentiel de laver les draps, taies, housse régulièrement (toutes les semaines idéalement), à 60 °C. Les acariens meurent en effet à des températures supérieures à 55 degrés, un lavage à 40 degrés est donc insuffisant. Un geste anti-acarien essentiel mais trop souvent oublié est d'aérer la chambre à coucher tous les jours, en rabattant les draps et couvertures. Dr Julien Cottet Ce geste permet de casser le micro-climat tropical si propice au développement de ces petits allergènes. Attention en revanche aux nombreux produits anti-acariens vendus en pharmacie ou grande surface : les huiles essentielles peuvent être allergisantes, les lessives anti-acariens n'ont jamais fait preuve de leur efficacité, et les sprays acaricides sont toxiques voire cancérigènes ! Si malgré ces mesures préventives, la gêne reste présente, un traitement médicamenteux à base d'antihistaminiques, de corticoïdes inhalés ou en spray, gouttes oculaires, peuvent soulager les symptômes. Lorsque les symptômes de rhinite (nez bouché, écoulement, éternuements) sont persistants, modérés à sévères, et qu'ils ne sont pas suffisamment contrôlés par les traitements par immunothérapie allergénique peut être proposée au patient. Elle est efficace pour près de 80 % des patients, pour qui elle permet une amélioration significative des symptômes et une diminution du recours aux médicaments.



Meilleure que le chia, cette petite graine aide à perdre du poids sans avoir faim

Le chia a construit sa réputation sur sa richesse en fibres et sa capacité à épaissir les préparations. Mais, dans les cabinets de nutrition et les publications scientifiques, une autre graine revient de plus en plus lorsqu'il est question de satiété et de contrôle de l'appétit. Son avantage : elle contient une quantité exceptionnelle de fibres solubles, celles qui gonflent au contact de l'eau et ralentissent la digestion. Résultat, la sensation de faim arrive moins vite et les fringales ont tendance à diminuer, surtout quand elle est consommée avant un repas.

Cet ingrédient est d'ailleurs déjà bien connu du milieu médical. Aux États-Unis, il entre dans la composition de nombreux compléments prescrits pour les troubles digestifs et il est classé comme «nutraceutique» par la Food and Drug Administration, une catégorie réservée aux aliments dont les effets vont au-delà de la simple nutrition. Nate Wood, directeur de la médecine culinaire à la faculté de médecine de Yale, explique : «Lorsque nous consommons des fibres solubles, celles-ci absorbent l'eau dans notre tube digestif et forment une substance gélatineuse aux nombreux

bienfaits pour l'organisme.» Ce gel ralentit notamment la vitesse à laquelle les glucides sont absorbés, participant à éviter les gros pics de glycémie souvent associés aux fringales et aux coups de fatigue qui incitent à grignoter. Ce mécanisme joue aussi un rôle clé dans la perte de poids. Une fois dans l'estomac, les fibres prennent du volume et augmentent la sensation de satiété.

Reste une question essentielle : comment le consommer correctement ? En effet, ce produit ne s'utilise pas comme une simple garniture

à saupoudrer au hasard. Il est généralement vendu sous forme de poudre ou de graines, et doit impérativement être mélangé à une grande quantité de liquide avant d'être avalé. Les spécialistes recommandent environ 250 à 350 ml d'eau afin d'éviter qu'il absorbe directement l'humidité du tube digestif. Une fois mélangé, il épaissit très vite, parfois en moins de cinq minutes. Certains le boivent immédiatement avec de l'eau, d'autres l'ajoutent à un yaourt, un porridge ou des flocons d'avoine. Son nom ? Le psyllium.

Il faut toutefois retenir qu'une consommation trop rapide peut provoquer ballonnements, crampes ou inconfort digestif. Les experts recommandent donc de commencer par de petites quantités avant d'augmenter les doses progressivement.

Autre détail important : tous les produits vendus dans le commerce ne se valent pas. Les versions aromatisées ou très transformées contiennent souvent des édulcorants et des additifs qui intéressent beaucoup moins les spécialistes de la nutrition.

Ce printemps, cette nuance de blond suffit à rajeunir les traits du visage



Avec le retour du printemps, l'envie de réveiller un teint fatigué se fait sentir. Le visage manque de lumière et le maquillage ne suffit plus. Pour un changement visible et immédiat, la coloration capillaire est un véritable allié anti-âge. Encore faut-il miser sur la bonne nuance : certaines illuminent le teint, d'autres durcissent les traits.

Ce qui fait la différence, c'est la chaleur du reflet. Les nuances chaudes et crémeuses captent la lumière et la renvoient vers le visage, estompant la fatigue. Les rides semblent moins marquées, le teint paraît plus frais. À l'inverse, les blonds trop froids accentuent les rougeurs et creusent les traits. «Mes clientes

veulent de la lumière, mais dans une version plus douce, jamais trop froide», confie le coiffeur américain Reece Walker.

Parmi ces nuances, une teinte se distingue cette saison : le blond beurre. Inspiré par l'élégance intemporelle de Carolyn Bessette-Kennedy dans les années 90, ce blond multidimensionnel incarne le chic absolu. Situé entre le blond doré et crème, il tire son nom de ses reflets fondants. Doux et chaud, il enveloppe le visage de lumière et adoucit les traits. Sur cheveux fins, ces reflets apportent matière et brillance, surtout travaillés en mèches fondues plutôt qu'en couleur uniforme.

Le blond beurre flatte

particulièrement les peaux claires à moyennes aux sous-tons chauds ou neutres : il réchauffe le teint sans contraste trop marqué. Sur les peaux très pâles (sous-tons froids), un blond beurre rehaussé de mèches plus soutenues à la racine redonnera de la profondeur. Pour les peaux mates ou foncées, le bronde ou le caramel offriront un résultat plus harmonieux.

Pour révéler son potentiel rajeunissant, le blond beurre s'associe idéalement à une coupe en mouvement : carré souple, dégradé léger ou longueurs wavy. Côté entretien, des soins nourrissants et un gloss en salon toutes les six à huit semaines préservent l'éclat.

Table basse : Trouver la hauteur idéale pour son salon

Voici les bonnes mesures à connaître pour choisir une table basse adaptée à son salon, sans se tromper sur la hauteur ni sur les dimensions idéales.

On parle de table basse, mais aussi de bout de canapé, de guéridon, de table d'appoint... quelle est la différence ? Quelles sont les différentes hauteurs que peut prendre une table basse ? On peut distinguer trois grandes catégories de tables basses :

Moins de 25 cm : ce sont vraiment des tables basses, voire... très basses

entre 25 et 45 cm ; vous trouverez ces tables sous l'appellation table basse mais

aussi «petite table», voire «table d'appoint». Cette hauteur est la plus courante, vous trouverez beaucoup de tables basses dans cette fourchette. Ce sont les plus simples quand vous avez une utilisation mixte.

Au-delà de 40 cm, on parle de table-guéridon, de console ou de bout de canapé ; connoté vintage, vous trouverez aussi des «porte-plantes» qui peuvent tout à fait servir de table basse aussi.

Déterminer la hauteur de sa table basse par rapport à son salon

Le choix de la table basse, et notamment sa hauteur n'est pas anodin ; il doit respecter la façon dont vous vivez dans

vos salons. Pour ne pas prendre de risques, pensez la hauteur de la table basse par rapport à :

la hauteur du canapé : il existe une règle selon laquelle la table basse ne doit jamais être plus haute que le canapé. L'idéal est que la table soit à la même hauteur que le canapé ou légèrement plus basse.

L'esthétique du coin salon : quel style la hauteur de votre table basse donnera-t-elle à votre salon ?

vos confort d'utilisation : quelles sont les principales utilisations de votre table basse ? Si c'est pour grignoter un plateau-télé, vous la préférerez plutôt haute ; si c'est pour mettre des verres hors de

portée des petits enfants qui commencent à marcher, encore plus haute. En revanche, si votre table basse est juste là pour exposer discrètement vos magazines préférés, une table d'appoint vraiment basse sera plus appropriée et encombrera moins la vue.

Comment choisir la hauteur de sa table basse en fonction de son style

Comme tout élément de votre salon, la table basse fait aussi partie intégrante d'une décoration ; elle peut même devenir un point central, choisissez-la donc avec attention et réfléchissez aussi au fait que sa hauteur participe de l'impression d'ensemble :

Les tables très basses (à moins de 25 cm) offrent un style contemporain à votre décoration. Il est préférable d'avoir un canapé d'assise plutôt basse pour éviter de se plier en deux dès qu'il faut prendre quelque chose sur la table.

Les tables intermédiaires (entre 25 et 40 cm) sont les plus versatiles, vous trouverez tous les styles et toutes les formes pour répondre à vos envies.

Les tables d'appoint ou bouts de canapé (au-delà de 40 cm) sont visuellement très présentes dans le salon et confèrent un style moins conventionnel. Elles doivent donc être choisies avec soin et associées à des canapés hauts pour une question d'harmonie et d'équilibre.

«Star Wars: The Mandalorian and Grogu» : Des aliens, Grogu, Pedro Pascal, Sigourney Weaver, des combats intergalactiques... La guerre des étoiles se poursuit



Caché derrière son casque, Pedro Pascal reprend le rôle du Mandalorien qu'il porte depuis 2019 dans la série diffusée sur la plateforme de streaming Disney+.

Voilà sept ans que la saga Star Wars ne s'était pas aventurée sur grand écran. En 2015, avec *Le Réveil de la Force*, elle y marquait son grand retour pour une nouvelle trilogie – la troisième –, afin de boucler la grande fresque entamée en 1977 par George Lucas. Entre-temps, la saga incontournable de science-fiction est parvenue à faire ses armes ailleurs en investissant pleinement les séries télévisées : pas moins de sept en prises de vues réelles et trois d'animation depuis le dernier film. Un pari réussi là où d'autres grandes licences telles que Marvel, DC Comics ou encore *Le Seigneur des anneaux* ont connu des succès bien plus mitigés.

Star Wars relance habilement son univers étendu en 2019 avec *The Mandalorian*, qui inaugure aux États-Unis la plateforme Disney+. C'est un succès commercial et critique qui parvient à s'étendre sur trois saisons jusqu'à un film, donc : *Star Wars: The Mandalorian and Grogu*, en salles mercredi 20 mai. Le pari est ici celui de proposer une suite aux aventures entamées tout en s'en éloignant suffisamment pour la rendre intelligible à celles et ceux qui n'auraient pas vu la série.

Nous sommes quelques années après la fin de la trilogie originale et la victoire de Luke

Skywalker sur Dark Vador et une vingtaine d'années avant *Le Réveil de la Force* –. L'Empire

S'il n'y a pas besoin de voir trois saisons d'aventures intergalactiques pour saisir l'intrigue



est plus et la Nouvelle République tente de se construire. Le chasseur de primes Din Djarin, plus connu sous le nom du Mandalorien, et son jeune apprenti Grogu sont envoyés par la colonelle Ward (Sigourney Weaver) sur les traces d'un ancien seigneur impérial au nom de la Nouvelle République. Pour ce faire, ils doivent régler les affaires de famille des Hutt, dont l'éminent représentant, Jabba, est décédé.

Le film, réalisé par Jon Favreau, à l'origine avec Dave Filoni de la série (et producteur exécutif de ses dérivés : *Skeleton Crew*, 2024 ; *Ahsoka*, 2023 ; *Le Livre de Boba Fett*, 2021), prend la suite chronologique de trois saisons et vingt-quatre épisodes.

de *The Mandalorian and Grogu*, on peut tout de même retenir quelques éléments contextuels de la série. Din Djarin est un légendaire chasseur de primes, membre adopté de l'éthnie des Mandaloriens, reconnaissables par leur casque qu'ils ne doivent enlever sous aucun prétexte et un credo spécifique. Au cours de l'une de ses missions, il rencontre Grogu, un jeune enfant à la peau verte de la même espèce que maître Yoda, sensible à la Force et qui doit s'entraîner pour la maîtriser. Le Mandalorien doit donc composer avec ce nouveau rôle de figure paternelle, lui qui était pourtant un austère grand solitaire. Ensemble, ils parcourent l'univers à travers de multiples aventures, avant de



se rapprocher des officiers de la Nouvelle République qui les envoient en mission à la recherche de renégats de l'Empire déchu. Le retour de l'animatronique *The Mandalorian and Grogu* coche soigneusement, tel un bon élève, toutes les cases de la recette visuelle de Star Wars. Ainsi, les fans seront ravis d'assister à des courses-poursuites en vaisseau, un impressionnant bestiaire extraterrestre, de nombreuses scènes de combat plus ou moins bien chorégraphiées... Ils retrouveront surtout un Grogu en animatronique tel Yoda et de nombreux aliens dans la première trilogie des années 1970 (également animé de la sorte dans la série, via une marionnette robotisée à plusieurs millions de dollars, créée par l'entreprise Legacy Effect). Ce choix fonctionne à merveille pour ce petit personnage maladroït qui ne parle pas. Ses mouvements saccadés, conférés par son côté robotique, lui donnent une matérialité devenue très rare dans les blockbusters, et de fait beaucoup plus attachante qu'une modélisation informatique. De manière générale, le film réussit à ne pas se noyer dans un fond vert sans relief en jouant de ses décors réels, soit l'une des plus grandes forces des premiers Star Wars, rendant ainsi presque palpable un univers pourtant si lointain.

The Mandalorian and Grogu ne

dépasse pas le stade d'un récit d'aventure rythmé, accessible et divertissant. Il se refuse, volontairement ou par manque d'écriture, à tous les doubles sens, métaphores et questionnements moraux des précédents films, se cantonnant à une agréable aventure familiale.

Il donne l'impression d'assister à l'un de ces épisodes spéciaux, comme le faisaient parfois les séries, cassant le cadre des conventionnelles vingt à quarante minutes pour aller talonner les 1h30, permettant ainsi de sortir du cadre narratif habituel et d'explorer de nouveaux horizons. Mais ici, l'action s'étale sur plus de deux heures au cours desquelles aucun des personnages ne connaît d'évolution de construction. *The Mandalorian and Grogu* n'approfondit pas non plus ses thèmes propres, parmi lesquels la parentalité, la solitude ou l'exil, abordés plus ou moins en profondeur dans la série. Il en résulte donc une aventure parallèle très convenue, qui manque d'enjeux et de prise de risque.

70^e anniversaire de la Journée de l'Étudiant : L'Institut régional de formation musicale d'Annaba célèbre la créativité et l'esprit d'appartenance



Sara Boueche

À l'occasion du 70^e anniversaire de la Journée nationale de l'Étudiant, commémorée le 19 mai 1956, l'Institut régional de formation musicale d'Annaba a organisé une journée portes ouvertes dédiée à cette date

historique emblématique de la mémoire nationale algérienne. Placée sous le slogan : "La créativité nous unit, et la culture bâtit des ponts de coopération internationale", cette journée ambitionne de mettre en lumière le rôle fondamental de la culture et des arts dans le

rapprochement entre les peuples, tout en valorisant l'engagement de la jeunesse estudiantine dans la préservation des valeurs nationales et humanistes. Dans une atmosphère mêlant expression artistique, échanges culturels et esprit patriotique, cette manifestation a constitué

un espace de rencontre et de dialogue réunissant étudiants, enseignants, artistes et invités autour d'un programme riche en activités culturelles et musicales. À travers cette célébration, l'Institut entend également rendre hommage au parcours militant des étudiants algériens, dont

l'engagement historique demeure un symbole de conscience nationale et de lutte pour l'indépendance. Cette Journée ouverte reflète ainsi la volonté de promouvoir une culture du savoir, de la créativité et de la coopération internationale par le biais de l'art et de la formation musicale.

تعزية

ببالغ الصدمة و بكثير من الحزن والتأثر قرأت الأربعاء الفارط نبأ وفاة المغفور له بإذن الله تعالى عمي سداح مولد والد أخي العزيز طارق سداح وأخويه عزوز و عبد الحكيم.

و على إثر هذا المصاب الجلل، أتقدم إلى أخي العزيز طارق و أخويه الكريمن بأحر التعازي راجيا من المولى جل في علاه أن يتقبل عمي مولد في أعلى درجات الجنان، في الفردوس الأعلى إن شاء الله، تعازينا القلبية الخالصة متمنيا أن تكون آخر الأحزان، نتلاقو في ساعة الخير إن شاء الله

حلاسي محمد لمن، أو كما تناديه أنت يا طارق مينو